



(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
(Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948.)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 12 JUIN 1948

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JUNE 12th, 1948

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont prié d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
21991 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
21991 — 1-52

Lettres patentes

Albee Fruit Co. Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze mai 1948, constituant en corporation: Louis H. Rohrlück, C.R., avocat, Jessie Davine et Libby Turner, secrétaires, filles majeures, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de fruits et légumes, sous le nom de "Albee Fruit Co. Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Letters Patent

Albee Fruit Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1948, incorporating: Louis H. Rohrlück, K.C., advocate, Jessie Davine and Libby Turner, secretaries, spinsters, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of fruit and vegetable merchants, under the name of "Albee Fruit Co. Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Alexandre Duranceau Limitée
Alexandre Duranceau Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276 S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du douze mai 1948, constituant en corporation: Alexandre Duranceau, entrepreneur-général, Jacques-P. St-Jacques, avocat, tous deux de la cité de Montréal, et Wilfrid Duquette, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et constructeurs généraux, sous le nom de "Alexandre Duranceau Limitée" — "Alexandre Duranceau Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 2,000 actions d'une valeur au pair de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Chateau Dyers Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-huit mai 1948, constituant en corporation: Arthur Henry Graham Henry Gould, Walter Creighton Leggat, John Ernest Colby, avocats, Alma May Spence, opératrice, et Lillian Viola Armstrong, sténographe, toutes deux filles majeures, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Teindre, finir et convertir des tissus et produits textiles de toutes sortes et descriptions et faire le négoce ou le commerce de laine, coton, tissus, lainages, soieries, toiles et vêtements de toute sorte, sous le nom de "Chateau Dyers Ltd.", avec un capital de \$200,000 divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Huntingdon, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mai 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

De Luxe Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-sept mai 1948, constituant en corporation: François-Xavier Gauthier, entrepreneur-général, Albert Dyotte, entrepreneur-électricien, Roland Gauthier, commis, et Roméo Gauthier, menuisier, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire ou exercer tous et aucun des commerces comme entrepreneurs généraux pour la démolition, la construction, l'érection, la réparation, la modification, le maintien ou opération de travaux publics ou privés de tous genres, sous le

Alexandre Duranceau Limitée
Alexandre Duranceau Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twelfth day of May, 1948, incorporating: Alexandre Duranceau, general contractor, Jacques P. St-Jacques, advocate, both of the city of Montreal, and Wilfrid Duquette, advocate, of the city of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Alexandre Duranceau Limitée" — "Alexandre Duranceau Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 2,000 shares of a par value of \$20 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Chateau Dyers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of May, 1948, incorporating: Arthur Henry Graham Gould, Walter Creighton Leggat, John Henry Ernest Colby, advocates, Alma May Spence, operator, and Lillian Viola Armstrong, stenographer, both spinsters, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To dye, finish and convert materials and textiles of all kinds and descriptions and deal in or with wool, cotton, fabrics, woollens, silks, linens and clothing of every sort, under the name of "Chateau Dyers Ltd.", with a capital stock of \$200,000 divided into 1,500 common shares having a par value of \$100 each, and 500 preferred shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Huntingdon, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of May, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

De Luxe Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of May, 1948, incorporating: François-Xavier Gauthier, general contractor, Albert Dyotte, electrical contractor, Roland Gauthier, clerk, and Roméo Gauthier, carpenter, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in and carry on all or any of the businesses of general contractors for the demolishing, construction, erection, repairing, alteration, maintenance or operating of public or private works of every description, under the name of

nom de "De Luxe Construction Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mai 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Eastern Cereal Food Product Co. Ltd.
La Cie de Céréale Eastern Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mai 1948, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, Lucienne Méreineau et Rita Dufresne, sténographes, filles majeures, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer sous toutes ses formes le commerce de fruits, légumes, produits alimentaires ou autres aliments, sous le nom de "Eastern Cereal Food Product Co. Ltd." — "La Cie de Céréale Eastern Ltée", avec un capital de \$50,000 divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Mathias, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Fréchette & Blais Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mai 1948, constituant en corporation: Roméo Fréchette, Gérard Blais, commerçants, et Joseph Bessette, comptable agréé, tous de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Produire, acheter, vendre, louer, échanger, et exhiber tous appareils et accessoires électriques, meubles de toutes sortes, appareils et articles se rapportant à la cinématographie, à la radiophonie, à l'électronie, la photographie, appareils auditifs, appareils ou instruments médicaux et chirurgicaux, sous le nom de "Fréchette & Blais Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L'Assomption Washing Machine Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du douze mai 1948, constituant en corporation: Eugène Roy, quincaillier, Léonidas Roy, hôtelier, tous deux de la ville de l'Assomption, district judiciaire de Joliette, Gabriel Juteau, voyageur de commerce, de Ste-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne, et Marcel Juteau, comp-

"De Luxe Construction Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of May, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Eastern Cereal Food Product Co. Ltd.
La Cie de Céréale Eastern Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May, 1948, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, Lucienne Méreineau and Rita Dufresne, stenographers, spinsters, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on, under all the forms thereof, the business of dealing in fruit, vegetables, food products and other foods, under the name of "Eastern Cereal Food Product Co. Ltd." — "La Cie de Céréale Eastern Ltée", with a capital stock of \$50,000 divided into 250 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Mathias, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Fréchette & Blais Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May, 1948, incorporating: Roméo Fréchette, Gérard Blais, traders, and Joseph Bessette, chartered accountant, all of Sherbrooke, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To produce, purchase, sell, lease, exchange and exhibit any electrical apparatus and accessories, furniture of every kind, apparatus and articles connected with moving pictures, radio, electronics, photography, hearing apparatus or medical and surgical instruments, under the name of "Fréchette & Blais Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L'Assomption Washing Machine Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twelfth day of May, 1948, incorporating: Eugène Roy, hardware dealer, Léonidas Roy, hotel keeper, both of the town of l'Assomption, judicial district of Joliette, Gabriel Juteau, commercial traveller, of Ste-Thérèse, judicial district of Terrebonne, and Marcel Juteau, chartered accountant, of the city

table agréé, de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, tous pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter et vendre des machines à laver et essoreuses de toutes sortes et leurs accessoires, ainsi que tous autres appareils d'utilité domestique et en faire le commerce, sous le nom de "L'Assomption Washing Machine Limited", avec un capital de \$24,000 divisé en 240 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Les Immeubles Cimon, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mai 1948, constituant en corporation: Joseph-Alphonse Cimon, manufacturier, de la cité d'Outremont, Antoinette DesTroismaisons, secrétaire, célibataire majeure, et Charles Duval, notaire, ces deux derniers de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie d'immeubles, de constructions, et celui d'entrepreneurs, sous le nom de "Les Immeubles Cimon, inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions privilégiées de \$100 chacune, et 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mai 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Les Laboratoires Pagnol Inc.
Pagnol Laboratories Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-neuf mai 1948, constituant en corporation: Louis Dussault, avocat, Pauline Boily, secrétaire, tous deux de Québec, Juliette Turcotte, secrétaire, de Giffard, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'effets, produits ou objets relatifs au commerce de produits pharmaceutiques et chimiques, sujet aux dispositions de la Loi de pharmacie de Québec, (S.R.Q., 1941, c. 267), sous le nom de "Les Laboratoires Pagnol Inc." — "Pagnol Laboratories Inc.", avec un capital divisé en 900 actions privilégiées, Série A, d'une valeur au pair de \$50 chacune, et en 900 actions privilégiées, série B, d'une valeur au pair de \$50 chacune et en 1,800 actions ordinaires sans valeur nominale;

Et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$18,000.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mai 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, and sell, washing machines and dryers of every kind and the accessories thereof, and also any other apparatus of domestic utility, and to deal therein, under the name of "L'Assomption Washing Machine Limited", with a capital stock of \$24,000 divided into 240 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at L'Assomption, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Les Immeubles Cimon, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1948, incorporating: Joseph Alphonse Cimon, manufacturer, of the city of Outremont, Antoinette DesTroismaisons, secretary, spinster, and Charles Duval, notary, the two latter of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and industry of real estate, building, and that of contractors, under the name of "Les Immeubles Cimon, Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 preferred shares of \$100 each and 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Les Laboratoires Pagnol Inc.
Pagnol Laboratories Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the nineteenth day of May, 1948, incorporating: Louis Dussault, advocate, Pauline Boily, secretary, both of Quebec, Juliette Turcotte, secretary, of Giffard, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in all kinds of goods, products or objects, connected with the business of pharmaceutical and chemical products, subject to the provisions of the Quebec Pharmacy Act (R.S.Q. 1941, c. 267), under the name of "Les Laboratoires Pagnol Inc." — "Pagnol Laboratories Inc.", with a capital stock divided into 900 Class A preferred shares of a par value of \$50 each and 900 Class B preferred shares of a par value of \$50 each and 1,800 common shares without nominal value.

The amount with which the company will begin its operations shall be \$18,000.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lindy's Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze mai 1948, constituant en corporation: Isaac Fischler, Charles Michæls et Si Michæls, marchands, de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un marchand de friandises et le commerce d'un restaurant, cafétaria, comptoir de repas légers, marchand de tabac; et le commerce de vêtements de toute description pour femmes, hommes et enfants, sous le nom de "Lindy's Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Matelas Montréal (Incorporée)
Montreal Mattress (Incorporated)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1948, constituant en corporation: Robert Martel, courtier, Ubald Fortin, professeur, et Claude Martel, comptable, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce de toutes sortes de toile, coton, laine, soie, crin et autres substances convenables pour la fabrication de literie, coussins, oreillers, matelas et tous autres articles de nature semblable ou similaire;

De toutes sortes de meubles et autres garnitures, sous le nom de "Matelas Montréal (Incorporée)" — "Montreal Mattress (Incorporated)".

Le capital actions de la compagnie consistera en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 100 actions ordinaires sans valeur au pair ou non inale;

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins \$1,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Merry Maid Fashions Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du onze mai 1948, constituant en corporation: Max Crestohl, avocat, Olyve Harrison, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Riva Bernice Shatsky, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et généralement faire le commerce de vêtements pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de "Merry Maid Fashions Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 180 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100

Lindy's Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May, 1948, incorporating: Isaac Fischler, Charles Michæls and Si Michæls, merchants, of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a dealer of delicatessen products and the business of a restaurant, cafeteria, light lunch, tobacconist; and the business of women's men's and children's wearing apparel of every description, under the name of "Lindy's Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Matelas Montréal (Incorporée)
Montreal Mattress (Incorporated)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1948, incorporating: Robert Martel, broker, Ubald Fortin, professor, and Claude Martel, accountant, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in all kinds of linen, cotton, wool, silk, horse hair and other substances suitable for the manufacture of bedding, cushions, pillows, mattresses and any other articles of same or similar nature;

Furniture of all kinds and other trimmings, under the name of "Matelas Montréal (Incorporée)" — "Montreal Mattress (Incorporated)".

The capital stock of the company will consist of 500 preferred shares of a par value of \$10 each and 100 common shares without par or nominal value;

The amount with which the company will begin its operations shall not be less than \$1,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Merry Maid Fashions Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of May, 1948, incorporating: Max Crestohl, advocate, Olyve Harrison, secretary, spinster, of the full age of majority, both of the city of Montreal, and Riva Bernice Shatsky, secretary, spinster, of the city of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and generally deal in wearing apparel for men, women and children, under the name of "Merry Mad Fashions Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 180 preferred shares of a par value of \$100 each, and 200

chacune et en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Provincial Truck & Bus Equipment Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mai 1948, constituant en corporation: Georges-René Fournier, avocat, Georges Morin, gérant, et Annette Giguère, sténographe, tous de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer tous les pouvoirs et faire toutes les opérations du commerce de l'automobile, des voitures, des bateaux, des avions, des moteurs stationnaires ou mobiles, des remorques, ainsi que de tous les accessoires y afférant, sous le nom de "Provincial Truck & Bus Equipment Company Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à 20.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mai 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Provincial Truck & Bus Equipment Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1948, incorporating: Georges René Fournier, advocate, Georges Morin, manager, and Annette Giguère, stenographer, all of the city of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To exercise all the powers and carry on all the operations and business of automobiles, vehicles, boats, aeroplanes, stationary or mobile engines, trailers, and also any accessories connected therewith under the name of "Provincial Truck & Bus Equipment Company Limited", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to 20.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Rosemount Realities Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept mai 1948, constituant en corporation: Ernest Carrère, Léo Davignon, comptables, et Reginald Donald Torney, avocat, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, bâtir, posséder, développer ou autrement faire le commerce et disposer de lots, terrains, sites, immeubles et propriétés réelles ou de tout intérêt en ceux, sous le nom de "Rosemount Realities Limited", avec un capital de \$80,000 divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 6,000 actions privilégiées d'une valeur de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept mai 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Rosemount Realities Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of May, 1948 incorporating: Ernest Carrère, Léo Davignon, accountants, and Reginald Donald Torney, lawyer, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, build upon, hold, develop or otherwise deal in and dispose of lots, lands, sites, real estate and real property or any interest therein under the name of "Rosemount Realities Limited", with a capital stock of \$80,000 divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each, and 6,000 preferred shares of a value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of May 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Sheffield Underwear Mills Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze mai 1948, constituant en corporation: Louis Orenstein, Jacob S. Wasserman, Bernard S. Mergler, avocats, et Max Padber, comptable, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Sheffield Underwear Mills Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1948, incorporating: Louis Orenstein, Jacob S. Wasserman, Bernard S. Mergler, advocates, and Max Padber, accountant, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

Négociant ou faire le commerce de laine et de tissus de coton, lainages, soieries, toiles et vêtements de toute sorte, nouveautés, jouets, accessoires commerciaux et ménagers, sous le nom de "Sheffield Underwear Mills Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Sunrise Construction Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du quatorze mai 1948, constituant en corporation: Fernand Guertin, Gaston Lacroix, avocats, de la cité d'Outremont, et Jean Tellier, avocat, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer en général le métier et le commerce de constructeur, d'entrepreneur-général et tous autres commerces ou industries se rapportant à ceux-ci, sous le nom de "Sunrise Construction Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Acquérir le commerce actuellement opéré à Montréal par "Sunrise Enterprise Construction Company".

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Vêtements Saguenay Ltée

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du onze mai 1948, constituant en corporation: Louis Abraham DeZwirek, avocat, de la cité de Montréal, Samuel Leon Mendelsohn, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, et Bertha Mendelson, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce général d'habits et vêtements de toutes sortes pour femmes, demoiselles, hommes et garçons, sous le nom de "Vêtements Saguenay Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

To deal in or with wool and cotton fabrics, woollens, silks, linens and clothing of every sort, novelties, toys, commercial and household supplies, under the name of "Sheffield Underwear Mills Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares at \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal;

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Sunrise Construction Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fourteenth day of May, 1948, incorporating: Fernand Guertin, Gaston Lacroix, advocates, of the city of Outremont, and Jean Tellier, advocate, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the trade and business of builder, general contractor, and any other businesses or industries connected with same, under the name of "Sunrise Construction Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

To acquire the business actually carried on at Montreal by "Sunrise Enterprise Construction Company".

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Vêtements Saguenay Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of May, 1948, incorporating: Louis Abraham DeZwirek, advocate, of the City of Montreal, Samuel Leon Mendelsohn, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, and Bertha Mendelson, secretary, spinster, of the City of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in generally, women's, misses', men's and boy's clothing and wearing apparel, of all kinds, under the name of "Vêtements Saguenay Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 common shares of the par value of \$100 each, and 100 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Volos Import-Export Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze mai 1948, constituant en corporation: Frank Pappas, pâtissier, Antoine Coutroulis, commerçant, et Katerini Coutroulis, épouse séparée de biens de Antoine Coutroulis d'après la Loi Grecque, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits et machines agricoles, matériaux de construction, outillage de tout genre, bois, charbon, produits miniers, minerais, tout produit alimentaire, sous le nom de "Volos Import-Export Incorporée", avec un capital de \$30,000, divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mai 1948.

L'Assistant-procureur général,
22396-o L. DÉSILETS.

Volos Import-Export Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1948, incorporating: Frank Pappas, pastry-cook, Antoine Coutroulis, trader, and Katerini Coutroulis, wife separate as to property of Antoine Coutroulis, according to the Greek Law, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in agricultural products and machines, building requisites, equipment of every kind, wood, coal, mining products, ore, all food products, under the name of "Volos Import-Export Incorporée", with a capital stock of \$30,000, divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1948.

L. DÉSILETS,
22396 Deputy Attorney General.

LA FÉDÉRATION DES ÉTUDIANTS EN MÉDECINE ET DES INTERNES

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Lionel Préfontaine, étudiant en Médecine, de Prud'homme, Saskatchewan, Raymond-C. Bourgeois, médecin-interne, de Tracadie, Nouveau-Brunswick, Lionel Lemieux, médecin-interne, d'Ottawa, Ontario, Roland, Lauzon, étudiant en médecine, de Sudbury, Ontario, Jacques Roussel, étudiant en médecine, de Montréal, district judiciaire de Montréal, Georges Saulnier, médecin-interne, Roland Hould, André Potvin, étudiants-internes, de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, Gérard-Georges Letendre, étudiant-interne, de Danville, district judiciaire de Saint-François, Roland Bouliane, étudiant-interne, de Vallée-Jonction, district judiciaire de Beauce, et André Gagnon, étudiant-interne, de Saint-Tite, district judiciaire des Trois-Rivières, tous pour les objets suivants:

Associer dans un commun effort de perfectionnement professionnel et de culture française des groupes canadiens d'étudiants-internes, d'étudiants en médecine non-internes et de médecins-internes;

Acheter ou autrement acquérir les biens de "La Fédération Canadienne des Étudiants en Médecine et des Internes" et en poursuivre les entreprises, sous le nom de "LA FÉDÉRATION DES ÉTUDIANTS EN MÉDECINE ET DES INTERNES".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cinquante mille dollars.

Le siège social de la corporation sera en la ville de Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1948.

L'Assistant-procureur général,
22420-o L. DÉSILETS.

LA FÉDÉRATION DES ÉTUDIANTS EN MÉDECINE ET DES INTERNES

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Lionel Préfontaine, medical student, of Prud'homme, Saskatchewan, Raymond C. Bourgeois, senior interne, of Tracadie, New Brunswick, Lionel Lemieux, senior interne, of Ottawa, Ontario, Roland Lauzon, medical student, of Sudbury, Ontario, Jacques Roussel, medical student, of Montreal, judicial district of Montreal, Georges Saulnier, senior interne, Roland Hould, André Potvin, junior internes, of the city of Quebec, judicial district of Quebec, Gérard-Georges Letendre, junior interne, of Danville, judicial district of St. Francis, Roland Bouliane, junior interne, of Valley-Junction, judicial district of Beauce, and André Gagnon, junior interne, of Saint-Tite, judicial district of Trois-Rivières, all for the following purposes:

To unite in a common effort for professional improvement and French culture of groups of medical students, junior internes, senior internes and residents;

To purchase or otherwise acquire the assets of "La Fédération Canadienne des Étudiants en Médecine et des Internes" and continue their undertakings under the name of "LA FÉDÉRATION DES ÉTUDIANTS EN MÉDECINE ET DES INTERNES".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited is fifty thousand dollars.

The head office of the corporation will be in the city of Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1948.

L. DÉSILETS,
22420 Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

A. Feldman Company

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt et un mai 1948, à la compagnie "A. Feldman Company" ratifiant son règlement N° 23 augmentant son capital de \$20,000 à \$60,000 par la création de 400 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

American-European Fur Co.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix mai 1948, à la compagnie "American-European Fur Co.", ratifiant son règlement N° 22 augmentant son capital de \$20,000 à \$60,000 par la création de 200 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune et de 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et énumérant les privilèges attachés aux actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mai 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Atlantic Steel Company Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-neuf mai 1948, à la compagnie "Atlantic Steel Company Limited", ratifiant son règlement No. 28 augmentant son capital de \$69,900 à \$138,900 par la création de 690 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et énumérant les privilèges attachés à ces actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mai 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Cycles "Gachon" Incorporée
"Gachon" Cycles Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 19 mai 1948, à la compagnie "Cycles "Gachon" Incorporée" — "Gachon" Cycles Incorporated", ratifiant son Règlement No. 20 subdivisant les 590 actions ordinaires de son capital d'une valeur au pair de \$100 chacune, en 5,900 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, et convertissant les 150 actions privilégiées classe "A" et les 450 actions privilégiées classe "B" d'une valeur au pair de \$100 chacune en 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune jouissant des privilèges mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général le 19 mai 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

A. Feldman Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the 21st day of May, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "A. Feldman Company" ratifying its By-Law No. 23 increasing its capital from \$20,000 to \$60,000 by the creation of 400 additional common shares of the par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General the 21st of May, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

American-European Fur Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the 10th day of May, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the Company "American-European Fur Co." ratifying its By-Law No. 22 increasing its capital stock from \$20,000 to \$60,000 by the creation of 200 additional common shares of the par value of \$100 each and of 200 preferred shares of the par value of \$100 each, and enumerating the privileges attaching to the preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General the 10th of May, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Atlantic Steel Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the 19th day of May, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Atlantic Steel Company Limited", ratifying its By-Law No. 28 increasing its capital from \$69,900 to \$138,900 by the creation of 690 preferred shares of the par value of \$100 each, and enumerating the privileges attaching to these preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General the 19th of May, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Cycles "Gachon" Incorporée
"Gachon" Cycles Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the nineteenth day of May, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Cycles "Gachon" Incorporée" — "Gachon" Cycles Incorporated", ratifying its By-law No. 20, subdividing the 590 common shares of its capital stock of a par value of \$100 each, into 5,900 common shares of a par value of \$10 each, and converting the 150 Class "A" preferred shares and the 450 Class "B" preferred shares, of a par value of \$100 each, into 600 preferred shares of a par value of \$100 each, enjoying the privileges mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Intercity Airlines Company

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941 des lettres patentes supplémentaires en date du vingt et un mai 1948, à la compagnie "Intercity Airlines Company", ratifiant son règlement N° 19 augmentant son capital-actions autorisé par la création de 22,000 actions ordinaires additionnelles sans valeur nominal ou au pair et fixant le montant du capital avec lequel la compagnie continuera d'exercer son commerce à \$260,000.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS,

Montreal-New York Express Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-neuf mai 1948, à la compagnie "Montreal-New York Express Ltd.", ratifiant son règlement "C" augmentant son capital de \$20,000 à \$95,000 par la création de 7,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et énumérant les privilèges attachés auxdites actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mai 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Murray's Restaurants Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-sept mai 1948, changeant le nom de la compagnie "Murray's Lunch Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 avril 1926, en celui de "Murray's Restaurants Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Patronage Roc-Amadour

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 mai 1948, changeant le nom de "Patro Saint-Roch", corporation constituée par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite loi le 11 janvier 1946, en celui de "Patronage Roc-Amadour".

Daté du bureau du Procureur général le 26 mai 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

R. Guy (Eastern) Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-

Intercity Airlines Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the 21st day of May, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, to the company "Intercity Airlines Company", ratifying its By-law No. 19 increasing its authorized share capital by the creation of 22,000 additional common shares without nominal or par value, and fixing the amount of capital with which the company will continue to do business at \$260,000.00

Dated at the office of the Attorney General the 21st of May, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Montreal-New York Express Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of May, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Montreal-New York Express Ltd.", ratifying its By-Law "C" increasing its capital stock from \$20,000 to \$95,000 by the creation of 7,500 preferred shares of the par value of \$10 each, and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General the 19th of May, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Murray's Restaurants Limited

*Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the 27th day of May, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Murray's Lunch Limited", incorporated by letters patent dated April 9th, 1946, into that of "Murray's Restaurants Limited".

Dated at the office of the Attorney General the 27th of May, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Patronage Roc-Amadour

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-sixth day of May, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of "Patro Saint-Roch" a corporation incorporated by letters patent issued under the provisions of Part III of the said Act, on January 11, 1946, to that of "Patronage Roc-Amadour".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

R. Guy (Eastern) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the 20th day of May, 1948,

gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt mai 1948, à la compagnie "Quebec Converters Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 octobre 1941, ratifiant : 1°) son règlement N° N-1 changeant le nom corporatif de la compagnie de "Quebec Converters Limited" en celui de "R. Guy (Eastern) Ltd."; 2°) son règlement spécial N° S-1 subdivisant et convertissant les 21 actions émises du capital de la compagnie d'une valeur au pair de \$100 chacune en 210 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et diminuant ledit capital en annulant les 179 actions ordinaires non-émises d'une valeur au pair de \$100 chacune; 3°) son règlement spécial N° S-2 augmentant son capital ainsi diminué à \$200,000 par la création de 4,790 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$10 chacune et de 2,000 actions privilégiées catégorie "A" d'une valeur au pair de \$25 chacune et de 4,000 actions privilégiées catégorie "B" d'une valeur au pair de \$25 chacune et énumérant les privilèges attachés auxdites actions privilégiées catégories "A" et "B"; 4°) son règlement N° N-2 augmentant le nombre des directeurs de la compagnie de trois à sept, lequel règlement N° N-2 se lit comme suit: "1. Le bureau de direction de la compagnie Quebec Converters Limited est, par les présentes, augmenté de trois à sept. 2. Le règlement N° 7 de la compagnie est modifiée en y rayant le mot "trois" où il apparaît et en y substituant le mot "sept"."

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mai 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The Glove Knitters Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du treize mai 1948, à la compagnie "The Glove Knitters Inc.", ratifiant son règlement N° 24 augmentant son capital de \$40,000 à \$90,000 par la création de 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et énumérant les privilèges attachés à ces actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS,

**Tricots Lainart Incorporée
Lainart Hosiery Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 17 mai 1948, à la compagnie "Tricots Lainart Incorporée" — "Lainart Hosiery Incorporated", ratifiant un règlement modifiant le capital-actions de la compagnie en changeant les 20,000 actions sans valeur au pair constituant ledit capital-actions en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le 17 mai 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS,

were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Quebec Converters Limited", incorporated by letters patent dated October 22nd, 1941, ratifying: 1) its By-law No. N-1 changing the corporate name of the company from "Quebec Converters Limited" to that of "R. Guy (Eastern) Ltd"; 2) its Special By-Law No. S-1 subdividing and converting the 21 issued shares of the capital stock of the company of the par value of \$100 each into 210 shares of common stock of the par value of \$10 each and reducing the said capital stock by cancelling the 179 unissued common shares of the par value of \$100 each; 3) its Special By-Law No. S-2 increasing its capital stock as so reduced to \$200,000 by the creation of 4,790 additional common shares of the par value of \$10 each and of 2,000 Class "A" preferred shares of the par value of \$25 each and of 4,000 Class "B" preferred shares of the par value of \$25 each, and enumerating the privileges attaching to the said Classes "A" and "B" preferred shares; 4) its By-Law No. N-2 increasing the number of directors of the company from three to seven, which By-Law No. N-2 reads as follows: "1. The Board of Directors of Quebec Converters Limited is hereby increased from three to seven. 2. By-Law No. 7 of the Company is amended by striking out the word "three" where it appears therein and substituting therefor the word "seven"."

Dated at the office of the Attorney General the 20th of May, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Glove Knitters Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the 13th day of May, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "The Glove Knitters Inc.", ratifying its By-Law No. 24 increasing its capital from \$40,000 to \$90,000 by the creation of 500 preferred shares of the par value of \$100 each, and enumerating the privileges attaching to these preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General the 13th of May, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Tricots Lainart Incorporée
Lainart Hosiery Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the seventeenth day of May, 1948, to the company "Tricots Lainart Incorporée" — "Lainart Hosiery Incorporated", ratifying a by-law modifying the capital stock of the company by changing the 20,000 shares without par value forming the said capital stock, into 20,000 common shares of a par value of \$5 each.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of May, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Villeray Metallic Industries Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 17 mai 1948, à la compagnie "Villeray Metallic Industries Limited" étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général le 17 mai 1948.

L'Assistant-procureur général,
22397-o L. DÉSILETS.

Ditto (Quebec) Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du premier mai 1948, changeant le nom de la compagnie "James D. Black, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 décembre 1935, en celui de "Ditto (Quebec) Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1948.

L'Assistant-procureur général,
22448 L. DÉSILETS.

Villeray Metallic Industries Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the seventeenth day of May, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Villeray Metallic Industries Limited", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of May, 1948.

L. DÉSILETS,
22397 Deputy Attorney General.

Ditto (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the 1st day of May, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "James D. Black, Limited", incorporated by letters patent dated December 28, 1935, into that of "Ditto (Quebec) Ltd."

Dated at the office of the Attorney General the 1st of May, 1948.

L. DÉSILETS,
22448-o Deputy Attorney General.

Action en séparation de corps et de biens

Canada, province de Québec, district d'Abitibi, Cour Supérieure, N° V-1224. Dame Blanche Yvette Robitaille, ménagère, épouse commune en biens de George Odilon Turmel, demeurant et résidant à Sullivan, district d'Abitibi, demanderesse, vs Georges Odilon Turmel, mineur, demeurant et résidant à Sullivan, district d'Abitibi, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée contre le défendeur en cette cause le 28 mai, 1948.

Val d'Or, Que., ce 3 juin 1948.
Le Procureur de la demanderesse,
22412-o C. C. TASCHEREAU.

Action for Separation as to Bed and Board and Property

Canada, Province of Quebec, District of Abitibi, Superior Court, No. V-1224. Dame Blanche Yvette Robitaille, wife of Georges Odilon Turmel, of Sullivan, district of Abitibi, plaintiff, vs The said Georges Odilon Turmel, miner, residing at Sullivan, district of Abitibi, defendant.

An action for separation as to bed, board and property was instituted in this case on the 28th day of May, 1948.

Val d'Or, June 3, 1948.
C. C. TASCHEREAU,
22412-o Attorney for Plaintiff.

Arrêtés en Conseil

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 685

Québec, le 19 mai 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la désignation et la description des "Régions Sauvegardées" établies pour les fins de protection des forêts contre l'incendie.

ATTENDU QUE pour simplifier l'émission des permis de circulation et faciliter le contrôle de la circulation sur les terres de la Couronne vacantes ou affermées, comme sur les terrains privés d'une étendue supérieure à 2000 acres, il y a lieu d'adopter la désignation suivante plus

Orders in Council

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 685

Quebec, May 19, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council:

RESPECTING the designation and description of the "Safeguarded areas" established for the purpose of the protection of Forests against fire.

WHEREAS to simplify the issue of the travel permits and facilitate the control of traffic on Crown lands, whether vacant or leased, as also on private lots of land of an extent superior to 2000 acres, it is expedient to adopt the following more precise designation indicating the Safe-

précise pour démarquer les "Régions Sauvegardées", telles qu'établies par l'arrêté de l'exécutif du 22 mai 1935.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre des Terres et Forêts:

QUE les "Régions Sauvegardées" où sont comprises à la fois les terres de la Couronne vacantes, des forêts affermées et des forêts privées d'une étendue d'au moins 2000 acres soient désormais spécifiquement désignées comme suit:

- I. UNGAVA : Tout le territoire du nouveau Québec.
- II. MISTASSINI : Tout le territoire compris entre la limite sud du nouveau Québec et la limite nord des districts électoraux d'Abitibi Ouest, Abitibi Est, de Roberval et de Chicoutimi, et dont les eaux se déversent dans la Baie James;
- III. COTE-NORD : Le district électoral de Saguenay.
- IV. ABITIBI : Les districts électoraux d'Abitibi-Ouest et d'Abitibi-Est.
- V. TÉMISCAMINGUE : Les districts électoraux de Rouyn-Noranda et de Témiscamingue.
- VI. OUTAOUAIS : Les districts électoraux de Pontiac, de Gatineau et de Papineau.
- VII. NORD DE MONTRÉAL : Les districts électoraux d'Argenteuil, de Labelle, de Terrebonne, de l'Assomption, de Montcalm, de Joliette et de Berthier.
- VIII. ST-AURICE : Les districts électoraux de Maskinongé, de St-Maurice, de Laviolette, de Champlain et de Portneuf.
- IX. LAURENTIDES : Les districts électoraux de Québec, de Montmorency et de Charlevoix.
- X. LAC ST-JEAN : Les districts électoraux de Roberval, de Lac-St-Jean et de Chicoutimi.
- XI. CANTONS DE L'EST : Les districts électoraux de Missisquoi, de Brome, de Shefford, de Stanstead, de Sherbrooke, de Richmond, d'Arthabaska, de Wolfe, de Compton et de Mégantic.
- XII. CHAUDIERE : Les districts électoraux de Frontenac, de Beauce, de Dorchester et de Lotbinière.
- XIII. RIVE-SUD : Les districts électoraux de Bellechasse, de Montmagny, de L'Islet, de Kamouraska, de Rivière-du-Loup et de Témiscouata.
- XIV. GASPÉSIE : Les districts électoraux de Rimouski, de Matane, de Matapédia, de Bonaventure, de Gaspé-Nord et de Gaspé-Sud.

22398-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 867

Québec, le 9 juin 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers d'horloger et de bijoutier dans les comtés de Drummond, Arthabaska, Richmond, Nicolet et Bagot.

ATTENDU que, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention

guarded areas" as established by Order in Council of May 22, 1935.

It is THEREFORE ordered, upon recommendation of the Honourable the Minister of Lands and Forests:

THAT the "Safeguarded areas" wherein may be comprised together vacant Crown lands, leased forests or private forests of an extent of at least 12000 acres, be, in future, specifically designated as follows:

- I. UNGAVA : The whole territory of New Quebec.
- II. MISTASSINI : The whole territory comprised between the south limit of New Quebec and the north limit of the electoral districts of Abitibi-West, Abitibi-East, Roberval and Chicoutimi, the waters whereof flow into James Bay;
- III. NORTH SHORE : The electoral district of Saguenay.
- IV. ABITIBI : The electoral districts of Abitibi-West and Abitibi-East.
- V. TEMISCAMINGUE : The electoral districts of Rouyn-Noranda and of Temiscamingue.
- VI. OUTAOUAIS : The electoral districts of Pontiac, Gatineau and Papineau.
- VII. NORTH OF MONTREAL : The electoral districts of Argenteuil, Labelle, Terrebonne, l'Assomption, Montcalm, Joliette and Berthier.
- VIII. ST-AURICE : The electoral districts of Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain and Portneuf.
- IX. LAURENTIDES : The electoral districts of Quebec, Montmorency and Charlevoix.
- X. LAKE ST. JOHN : The electoral districts of Roberval, Lake St. John and Chicoutimi.
- XI. EASTERN TOWNSHIPS : The electoral districts of Missisquoi, Brome, Shefford, Stanstead, Sherbrooke, Richmond, Arthabaska, Wolfe, Compton and Megantic.
- XII. CHAUDIERE : The electoral districts of Frontenac, Beauce, Dorchester, and Lotbinière.
- XIII. SOUTH SHORE : The electoral districts of Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska, Rivière-du-Loup and Témiscouata.
- XIV. GASPESIA : The electoral districts of Rimouski, Matane, Matapedia, Bonaventure, Gaspé-North and Gaspé-South.

22398 A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 867

Quebec, June 9, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the clockmaking and jewellery trades in the counties of Drummond, Arthabaska, Richmond, Nicolet and Bagot.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement

collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation de certaines modifications au décret numéro 163, du 12 février 1948, relatif aux métiers d'horloger et de bijoutier dans les comtés de Drummond, Arthabaska, Richmond, Nicolet et Bagot;

ATTENDU que ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec* édition du 24 avril 1948;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

Que ledit décret numéro 163 soit modifié de la façon suivante:

1° Le paragraphe "a" de l'article I est remplacé par le suivant:

"a) Le mot "horloger" désigne toute personne qui nettoie, ajuste, rend isochrone, vend ou répare tout mécanisme, toute machine ou tout appareil qui marque les heures, ou qui ajuste, fabrique en tout ou en partie, répare ou remplace toutes pièces ou toutes autres parties de ces mécanismes, machines et appareils."

2° Le paragraphe "c" de l'article I est remplacé par les suivants:

"c) Le mot "bijoutier" désigne toute personne qui, par sa profession ou son commerce, fait, répare et vend des bijoux et de l'argenterie.

cc) Le mot "argenterie" désigne tout objet qui est fait ou plaqué d'argent."

3° L'article III est remplacé par le suivant:

"III. *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du décret comprend les comtés de Drummond, Arthabaska, Richmond, Nicolet, Bagot, Beauce, Lévis, Dorchester, Lotbinière et Mégantic."

4° L'article X est remplacé par le suivant:

"X. Tout individu, société, firme ou corporation qui, n'exerçant pas le métier d'horloger ou de bijoutier ou n'étant pas détenteur d'un certificat de qualification conformément à la Loi, tient ou opère un établissement où il exerce, exécute ou accepte pour la faire exécuter par contrat de louage d'ouvrage ou par contrat de louage de services l'une des opérations définies à l'article I du présent décret, et la fait ainsi exécuter, doit avoir à son emploi, en permanence dans cet établissement, au moins un horloger-sénior ou un bijoutier-sénior possédant un certificat de qualification."

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

22452-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 717

Québec, le 27 mai 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

CONCERNANT la Loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

ATTENDU que l'Office du Crédit Agricole du Québec recommande au gouvernement d'autoriser les compagnies ou corporations ci-après désignées à faire des prêts de construction pour les fins de la loi intitulée "Loi pour améliorer les conditions de l'habitation", 12 George VI, chapitre 6;

Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of amendments to the decree number 163 of February 12, 1948, relating to the clockmaking and jewellery trades in the counties of Drummond, Arthabaska, Richmond, Nicolet and Bagot;

WHEREAS, the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 24, 1948;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour;

That the said decree, number 163, be amended as follows:

1. Subsection a of section I is replaced by the following:

"a) The word "clockmaker" means one who cleans, sets, isochronizes, sells or repairs any mechanism, instrument or apparatus measuring the hours, or who sets, makes, in whole or part, repairs or replaces any part of such mechanisms, instruments and apparatus."

2. Subsection "c" of section I is replaced by the following ones:

"c) The word "jeweller" means any person whose occupations or trade consists in making, repairing and selling jewels and silverware.

"cc) The word "silverware" means any object made of, or plated with silver."

3. Section III is replaced by the following:

"III. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present decree comprises the counties of Drummond, Arthabaska, Richmond, Nicolet, Bagot, Beauce, Lévis, Dorchester, Lotbinière and Mégantic."

4. Section X is replaced by the following:

"X. Every individual, partnership, firm or corporation not plying the clockmaking or jewellery trade or not holding a certificate of competency pursuant to the Act, but keeping or operating an establishment in which he carries on, executes or accepts to have it performed by means of a labour hiring contract or a services hiring contract one of the operations defined in section I of the present decree, and has it so performed, shall employ, permanently, in such establishment at least one senior-clockmaker or one senior-jeweller holding a certificate of competency."

(Document "B" annexed to the Order)

A. MORISSET,

22452-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 717

Quebec, May 27, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING the Act to improve housing conditions.

WHEREAS the Quebec Farm Credit Bureau recommends that the Government authorize the companies or corporations hereinafter designated to effect building loans for the purpose of the act intitled "An Act to improve housing conditions", 12 George VI, chapter 6;

ATTENDU que le gouvernement actuel désire, en autant que raisonnablement possible, collaborer à l'amélioration des conditions de l'habitation dans la province;

ATTENDU que les compagnies ou corporations ci-après ont manifesté le désir de consentir des prêts d'habitation, autorisés par la dite loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE les compagnies d'assurances, de fiducie ou de prêts ci-dessous mentionnées soient autorisées à consentir des prêts d'habitation, prévus à la dite loi intitulée "Loi pour améliorer les conditions de l'habitation", 12 George VI, chapitre 6, savoir:

La Compagnie d'Assurance Mutuelle du Commerce, St-Hyacinthe.

La Société d'Administration et de Fiducie, Montréal.

La Caisse Nationale d'Économie, Montréal.

Les Prévoyants du Canada, Québec.

L'Industrielle, Québec.

La Survivance, St-Hyacinthe.

La Société Nationale de Fiducie, Montréal.

L'Association Nationale de Bénéfices Mutuels Montréal.

La Sun Trust Limitée, Montréal.

L'Alliance Nationale, Montréal.

L'Union St-Joseph de Drummondville, Drummondville.

Le Crédit Foncier Franco Canadien, Montréal.

La Compagnie de Finance Générale du Saguenay et du Lac St-Jean Limitée, Kénogami.

A. MORISSET,

22456-o

Greffier du Conseil Exécutif.

WHEREAS the present Governmen desirest, inasmuch as it may be reasonably possible, to collaborate for the improvement of Housing conditions in the Province;

WHEREAS the hereinunder companies or corporations have expressed the desire of effecting housing loans, as authorized by the said Act;

IT IS THEREFORE ordained, upon recommendation of the Honourable the Prime Minister:

THAT the insurance, trust or loan companies, hereinunder mentioned be authorized to effect building loans, as provided for in the said Act intituled "An Act to improve Housing Conditions", 12 George VI, chapter 6, to wit:

La Compagnie d'Assurance Mutuelle du Commerce, St-Hyacinthe.

La Société d'Administration et de Fiducie, Montréal.

La Caisse Nationale d'Économie, Montréal.

Les Prévoyants du Canada, Québec.

L'Industrielle, Québec.

La Survivance, St-Hyacinthe.

La Société Nationale de Fiducie, Montréal.

L'Association Nationale de Bénéfices Mutuels, Montréal.

La Sun Trust Limitée, Montréal.

L'Alliance Nationale, Montréal.

L'Union St-Joseph de Drummondville, Drummondville.

Le Crédit Foncier Franco Canadien, Montréal.

La Compagnie de Finance Générale du Saguenay et du Lac St-Jean Limitée, Kénogami.

A. MORISSET,

22456

Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Province de Québec

VILLE DE MONTMORENCY
COMTÉ DE QUÉBEC

Avis relatif au changement de la date
des élections municipales

Avis est donné que, en vertu de l'article 173 de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1941, chap. 233), et conformément à une résolution votée en séance spéciale du Conseil municipal de la Ville de Montmorency, tenue le 25 mai 1948, la Ville de Montmorency présentera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil une requête aux fins de fixer la date de l'élection générale du maire et des échevins, dans la ville de Montmorency, au premier jour de juin, tous les trois ans, au lieu du premier jour de février, et si le premier juin est férié, du premier jour juridique suivant, la mise en nomination devant avoir lieu le vingt-cinquième jour de mai précédent, au lieu du vingt-cinquième jour de janvier, et si le 25 mai est férié, le premier jour juridique suivant.

Donné en la Ville de Montmorency, ce premier juin 1948.

Le Procureur de la Ville
de Montmorency,
JEAN-MARIE GUÉRARD.

22361-23-4-o

Miscellaneous Notices

Province of Quebec

TOWN OF MONTMORENCY
COUNTY OF QUEBEC

Notice relating to the change of the day
of municipal general election

Notice is given that, according to section 173 of the Cities and Towns Act (S.R.Q. 1941, chap. 233), and pursuant to a resolution voted at a special meeting of the municipal Council of the Town of Montmorency, held on the 25th of May, 1948, the Town of Montmorency will present to the Lieutenant Governor in Council a request to have the date of the general election of Mayor and Aldermen, in said town of Montmorency, changed from the first day of February, at every three years, to the first day of June, and should that day be a holiday, to the first legal day following, the day of presentation of candidates being the twenty fifth of May preceding, instead of the twenty fifth of January, and should the twenty fifth of May be a holiday, the first legal day following.

Dated at Town of Montmorency, this first day of June 1948.

JEAN-MARIE GUÉRARD,
Attorney of the Town,
of Montmorency.

22361-23-4-o

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Le Centre du Bien-

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Le Cen-

Etre Ouvrier", en date du 30 avril 1948, dont le siège social est situé à Drummondville, comté de Drummond, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 31 mai 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22404-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné que, sur recommandation de l'Assistant-procureur général, les règlements généraux Nos 1 à 13 inclusivement de "St. Andrew's Youth Centre", tels qu'adoptés à une assemblée tenue le 20 avril 1947, ont été approuvés par l'Honorable Secrétaire de la Province le 3 juin 1948, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276), telles que modifiées par la Loi 10, George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 4 juin 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22405 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins de St-Jogues", en date du 5 octobre 1947, dont le siège social est situé à Saint-Jogues, comté de Bonaventure, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 9 janvier 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22406-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Coopérative d'Habitation de Richmond", en date du 23 mai 1948, dont le siège social est situé à Richmond, comté de Richmond, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 mai 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22407-o JEAN BRUCHÉSI.

LA FÉDÉRATION DES ÉTUDIANTS EN MÉDECINE ET DES INTERNES

Extrait des règlements, tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 15 mai 1948 et approuvés par le Secrétaire de la Province le 1er juin 1948, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de quatre à cinq:

"Chapitre IV: CONSEIL D'ADMINISTRATION — COMPOSITION — Article 35. — Le Conseil d'administration se compose de cinq administrateurs élus par les membres délibérants du Congrès général annuel."

Le Président,
GÉRARD-GEORGES LETENDRE,
Le Secrétaire,
22409-o JACQUES ROUSSEL.

tre du Bien-Etre Ouvrier" under date the 30th day of April, 1948, whereof the head office is at Drummondville, county of Drummond, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of May, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
22404 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the general by-laws Nos. 1 to 13 inclusive of "St. Andrew's Youth Centre", as adopted at a meeting held on April 20th, 1947, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on June 3rd, 1948, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, ch. 276), as amended by the Act 10, George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary the 4th of June, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
22405-o Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de St-Jogues", under date the 5th day of October, 1947, whereof the head office is at Saint-Jogues, county of Bonaventure, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of January, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
22406 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Coopérative d'Habitation de Richmond", under date the 23rd day of May, 1948, whereof the head office is at Richmond, county of Richmond, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of May, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
22407 Under Secretary of the Province.

LA FÉDÉRATION DES ÉTUDIANTS EN MÉDECINES ET DES INTERNES

Excerpt from the By-laws, as adopted at the general meeting held on May 15, 1948, and approved by the Provincial Secretary on the first of June, 1948, respecting the increase in the number of Directors from four to five:

"Chapter IV: BOARD OF DIRECTORS — COMPOSITION — Article 35. — The Board of Directors shall be composed of five administrators, elected by the deliberating members of the general annual Congress."

GÉRARD-GEORGES LETENDRE,
President.
22409 JACQUES ROUSSEL,
Secretary.

Avis est donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le premier juin 1948, les règlements comprenant les chapitres I à X inclusivement (articles 1 à 74 inclusivement) de "La Fédération des Étudiants en Médecine et des Internes", tels qu'adoptés à une assemblée générale tenue le 15 mai 1948, et ce conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276), telles que modifiées par 10, George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 2 juin 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22408-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Salle Paroissiale de St-Patrice de Tingwick", en date du 18 mai 1948, dont le siège social est situé à St-Patrice de Tingwick, comté d'Arthabaska, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 2 juin 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22410-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Mon Chez-Moi Coopérative de Construction", en date du 24 mai 1948, dont le siège social est situé à Saint-Joseph-d'Alma, comté de Lac St-Jean, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 1er juin 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22411-o JEAN BRUCHÉSI.

CORROON & REYNOLDS (CANADA) INCORPORATED

Règlement "B"

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de la compagnie "Corroon & Reynolds (Canada) Incorporated", ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs du bureau de direction de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de cinq à six;

2. Que le quorum du bureau de direction de la compagnie soit et il est, par les présentes, fixé à quatre;

3. Que les règlements de la compagnie et en particulier les règlements Nos 1 et 14 soient et ils sont, par les présentes, modifiés pour se conformer au présent règlement."

Copie conforme certifiée du règlement "B" adopté à l'assemblée des directeurs de la compagnie "Corroon & Reynolds (Canada) Incorporated" tenue à New York, le 14 mai 1948, et dûment sanctionné par plus des deux tiers des votes (à savoir: à l'unanimité) donnés à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie dûment convoquée pour considérer le règlement et tenue en la cité de Montréal, le 17 mai 1948.

(Sceau)

22414

Le Secrétaire,
W. F. LINN.

Notice is given that upon recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on the first of June, 1948, approved the by-laws including chapters I to X inclusively (articles 1 to 74 inclusively) of "La Fédération des Étudiants en Médecine et des Internes" as adopted at a general meeting held on May 15, 1948, and such in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941, chapter 276) as amended by 10 Georges VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, June 2, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
22408 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Salle Paroissiale de St-Patrice de Tingwick" under date the 18th day of May, 1948, whereof the head office is at St-Patrice de Tingwick, county of Arthabaska, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of June, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
22410 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Mon Chez-Moi Coopérative de Construction" under date the 24th day of May, 1948, whereof the head office is at Saint-Joseph-d'Alma, county of Lake St. John, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
22411 Under Secretary of the Province.

CORROON & REYNOLDS (CANADA) INCORPORATED

By-law "B"

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Corroon & Reynolds (Canada) Incorporated", as follows:

1. That the number of directors on the Board of the Company be and the same is hereby increased from five to six;

2. That the quorum of the Board of Directors of the company be and the same is hereby fixed at four;

3. That the by-laws of the company and particularly by-laws Nos. 1 and 14 be and the same are hereby amended to accord with the present by-law."

Certified a true copy of by-law "B" adopted at the meeting of Directors of "Corroon & Reynolds (Canada) Incorporated", held at New York, on the 14th day of May, 1948, and duly sanctioned by over two-thirds of the votes (to wit: unanimously) cast at a special general meeting of the shareholders of the company duly called for considering the by-law and held at the city of Montreal, on the 17th day of May, 1948.

(Seal)

22414-o

W. F. LINN,
Secretary.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 18 mai 1948, le règlement N° 5 du "Club Colombien de Val d'Or", tel qu'adopté à une assemblée tenue le 13 octobre 1947, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec, tel qu'ajouté par la Loi 11 Geo. VI, ch. 65, article 12.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 19 mai 1948.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
22415-o RAOUL-E. FONTAINE.

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on May 10, 1948, approved by-law No. 5 of the "Club Colombien de Val d'Or", as adopted at a meeting held the 13th of October, 1947, and such, in conformity with the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act, as added by the Act 11, Geo. VI, chapter 65, section 12.

Given at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of May, 1948.

RAOUL E. FONTAINE,
22415 Acting Under Secretary of the Province.

REX INVESTMENTS INC.

Règlement spécial "H"

Un règlement pour autoriser la distribution de l'actif de la compagnie

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété ce qui suit:

1° La distribution de l'actif de la compagnie au pro rata entre les actionnaires, suivant leurs droits respectifs ou conformément aux directives données à la compagnie par tous les actionnaires, est, par les présentes, autorisée.

2° Tous deux officiers ou directeurs de la compagnie sont, par les présentes, autorisés et dirigés à signer, exécuter et délivrer et apposer le sceau de la compagnie pour, en faveur et au nom de la compagnie sur tous tels actes, conventions, documents, instruments et écrits et faire et exécuter ou voir à faire et exécuter tous ces actes et choses qu'ils peuvent, à leur discrétion, considérer nécessaires aux fins d'exécuter et donner effet à la distribution de son actif entre ses actionnaires conformément aux dispositions précédentes de ce règlement.

Copie conforme certifiée du règlement spécial "H" décrété par les directeurs de la compagnie "Rex Investments Inc.", à une assemblée tenue le 31 mai 1948, et approuvé et confirmé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie dûment convoquée dans le but de considérer ce règlement et tenue le même jour.

Montréal, P.Q., 31 mai 1948.
(Sceau)

22425

Le Secrétaire,
W. P. CREAGH.

REX INVESTMENTS INC.

Special By-law "H"

A by-law to authorize the distribution of the Company's assets

Be it and it is hereby enacted as follows:

1. The distribution of the assets of the company rateably among the shareholders in accordance with their respective rights or in accordance with the directions for distribution given to the company by all the shareholders is hereby authorized.

2. Any two officers or directors of the company are hereby authorized and directed for and on behalf and in the name of the company to sign, execute and deliver, and affix the seal of the company to, all such deeds, agreements, documents, instruments and writings and do and perform or cause to be done and performed all such acts and things as they, in their discretion, may consider to be expedient for the purpose of carrying out and giving effect to the distribution of its assets amongst its shareholders in accordance with the foregoing provisions of this by-law.

Certified to be a true copy of special by-law "H" enacted by the directors of "Rex Investments Inc." at a meeting held on May 31st, 1948, and unanimously approved and confirmed at a special general meeting of the shareholders of said company duly called for the purpose of considering such by-law and held on the same day.

Montreal, P.Q., May 31st, 1948.
(Seal)

22425-o

W. P. CREAGH,
Secretary.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Lachine", en date du 28 avril 1948, dont le siège social est situé à Lachine, comté de Jacques-Cartier, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 21 mai 1948.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
22433-o RAOUL-E. FONTAINE.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Shelter Bay", en date du 22 avril 1948, dont le siège social est situé à Shelter Bay, comté de Saguenay, et que ce document a été déposé dans

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Lachine" under date the 28th day of April, 1948, whereof the head office is at Lachine, county of Jacques-Cartier, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1948.

RAOUL-E. FONTAINE,
22433 Acting Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Shelter Bay" under date the twenty-second day of April, 1948, whereof the head office is at Shelter Bay, county of Saguenay, and that

les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 8 mai 1948.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
22434-o RAOUL-E. FONTAINE.

the said document has been filed in the archives
of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this eighth day of May, 1948.

RAOUL-E. FONTAINE,
22434 Acting Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Union des Employés de J.-P. Dupuis Ltée (Verdun) — Union of the Employees of J.-P. Dupuis Ltée (Verdun)", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 8 juin 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22440-o JEAN BRUCHÉSI.

JAMES D. BLACK, LIMITED

Règlement "B"

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs de James D. Black, Limited

Le nombre des directeurs de la compagnie James D. Black, Limited est, par les présentes, augmenté de trois à cinq.

Je, le soussigné, secrétaire de la compagnie James D. Black, Limited, certifie, par les présentes, sous le sceau corporatif de la compagnie, que le précédent est une copie conforme du règlement "B" de ladite compagnie décrété par les directeurs à une assemblée dûment convoquée et tenue le 10 mars 1948, à laquelle il y avait quorum, et subséquemment approuvé, sanctionné et confirmé par les votes de plus des deux tiers des actionnaires présents ou représentés à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie dûment convoquée et tenue le 10 mars 1948, à laquelle assemblée tous les actionnaires étaient présents ou représentés, à savoir, par un vote unanime.

En foi de quoi j'ai signé et apposé le sceau corporatif de la compagnie le 22 avril 1948.

22446 B. M. WRIGHT, Jnr.

TRUMP PEAT PRODUCTS, LTD

Règlement "B"

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs de Trump Peat Products, Ltd.

Le nombre des directeurs de la compagnie Trump Peat Products, Ltd., sera augmenté de trois à six, pourvu que trois de ces directeurs soient élus par les actionnaires de la catégorie "A" de la compagnie et trois par les actionnaires de la catégorie "B" de la compagnie, et pourvu que toute vacance fortuite dans le bureau de direction soit remplie par les directeurs restants élus par la catégorie des actionnaires qui ont élu la personne dont la cessation d'agir comme directeur a créé la vacance fortuite.

Je, le soussigné, secrétaire de la compagnie Trump Peat Products, Ltd., certifie, par les pré-

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Union des Employés de J.-P. Dupuis Ltée (Verdun) — Union of the Employees of J.-P. Dupuis Ltée (Verdun)", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on June 8, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Verdun, judicial district of Montreal.

22440 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

JAMES D. BLACK, LIMITED

By-Law "B"

A By-law to increase the number of Directors of James D. Black, Limited.

The number of Directors of James D. Black, Limited is increased from three to five.

I, the undersigned, Secretary of James D. Black, Limited, do hereby certify under the corporate seal of the Company that the foregoing is a true copy of By-law "B" of the said Company, enacted by the Directors at a meeting duly called and held on the 10th day of March 1948, at which a quorum was present, and subsequently approved, sanctioned and confirmed by the votes of more than two-thirds of the shareholders present or represented at a Special General Meeting of the shareholders of the said Company, duly called and held on the 10th day of March, 1948, at which all the shareholders were present or represented, namely, by unanimous vote.

In witness whereof I have hereunto set my hand and affixed the corporate seal of the Company this 22nd day of April, 1948.

22446-o B. M. WRIGHT, Jnr.

TRUMP PEAT PRODUCTS, LTD

By-Law "B"

A By-law to increase the number of Directors of Trump Peat Products, Ltd.

The number of the Directors of "Trump Peat Products, Ltd.," shall be increased from three to six provided that three of such Directors shall be elected by Class "A" shareholders of the Company and three by the Class "B" shareholders of the Company and provided that any casual vacancy occurring in the Board of Directors shall be filled by the remaining directors elected by the class of shareholders who elected the person whose cessation to act as a Director created the casual vacancy.

I, the undersigned, Secretary of "Trump Peat Products, Ltd.," do hereby certify under the

sentes, sous le sceau corporatif de la compagnie, que le précédent est une copie conforme du règlement "B" de ladite compagnie décrété par les directeurs à une assemblée dûment convoquée et tenue le 12 mars 1948, à laquelle assemblée un quorum était présent, et subséquemment approuvé, sanctionné et confirmé par les votes de plus des deux tiers des actionnaires présents ou représentés à une assemblée générale spéciale des actionnaires, de ladite compagnie dûment convoquée et tenue le 12 mars 1948, à laquelle assemblée tous les actionnaires étaient présents ou représentés, à savoir, par un vote unanime.

En foi de quoi j'ai signé et apposé le sceau corporatif de la compagnie le 12 mars 1948.
22447 W.-H. LAIDLEY.

corporate seal of the Company that the foregoing is a true copy of By-law "B" of the said Company, enacted by the Directors at a meeting duly called and held on the 12th day of March, 1948, at which a quorum was present, and subsequently approved, sanctioned and confirmed by the votes of more than two-thirds of the shareholders present or represented at a Special General Meeting of the shareholders of the said Company, duly called and held on the 12th day of March, 1948, at which all the shareholders were present or represented, namely by unanimous vote.

In witness whereof I have hereunto set my hand and affixed the corporate seal of the Company this 12th day of March, 1948.
22447-o W.-H. LAIDLEY.

PRÉSIDENTS D'ÉLECTION

I, a plû à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission Sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, les nominations suivantes:

RETURNING-OFFICERS

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council to appoint, by commission under the Great Seal, to fill the office of Returning-Officer, the persons whose names follow:

District électoral Electoral district	Nom, Prénoms Name, Christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile Domicile
Bonaventure	Arsenault, P.-Daniel (1)	Cultivateur-Farmer	Bonaventure.
Charlevoix	Dansereau, Pierre	Marchand-Merchant	La Malbaie.
Montreal-Laurier	Beaulieu, J.-Eximer (2)	Comptable-Accountant	Montréal.
Saguenay	Guy, J.-Adrien	Mesureur de bois Timber scaler	Baie Comeau.

(1) En remplacement de M. Hubert Bourque, démissionnaire.

(2) En remplacement de M. Marc Lacoste, démissionnaire.

Québec, le 10 juin 1948.

En vertu de l'article 19.

Le Président général des élections.

22450-o FRANÇOIS DROUIN.

(1) In place of Mr. Hubert Bourque, retired.

(2) In place of Mr. Marc Lacoste, retired.

Quebec, June 10, 1948.

Under Section 19.

FRANÇOIS DROUIN,

22450-o Chief Returning-Officer.

J. B. MARTIN COMPAGNIE, LIMITÉE
J. B. MARTIN COMPANY, LIMITED

J. B. MARTIN COMPAGNIE, LIMITÉE
J. B. MARTIN COMPANY, LIMITED

Copie certifiée du règlement pour augmenter le nombre des directeurs

Certified copy of By-law increasing Directors

Je, Edwin G. Hellyar, secrétaire de la compagnie "J. B. Martin Compagnie, Limitée — J. B. Martin Company, Limited", certifie par les présentes, conformément à l'article 84 de la Loi des compagnies de Québec, que le suivant est une copie conforme et exacte de la section 2 de l'article III des règlements dûment adopté et approuvé par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée dans le but de considérer ce règlement et dûment tenue aux bureaux de la compagnie, St-Jean, province de Québec, Canada, le 10 juin 1948, par lequel règlement le nombre des directeurs de la compagnie a été augmenté de sept membres à onze membres.

I, Edwin G. Hellyar, secretary of J. B. Martin Compagnie, Limitée — J. B. Martin Company, Limited", hereby certify, pursuant to section 84 of the Quebec Companies Act, that the following is a true and correct copy of section 2 of Article III of the by-laws duly adopted and approved by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting called for the purpose of considering such by-law and duly held at the offices of the company, St. Johns, Province of Quebec, Canada, on the 10th day of June, 1948, by which by-law the number of directors of the company was increased from seven members to eleven members:

"Article 2. Le nombre des directeurs sera de onze (11) membres. Chaque directeur sera un actionnaire possédant au moins une action du capital absolument en son propre nom et n'aura pas d'arrérages quant à tout appel sur icelle. Les directeurs seront élus à l'assemblée annuelle des actionnaires et chaque directeur sera élu pour être en fonction jusqu'à la prochaine assemblée

"Section 2. The number of directors shall consist of eleven (11) members. Each director shall be a shareholder owning at least one share of stock absolutely in his own right and not in arrears in respect of any call thereon. The directors shall be elected at the annual meeting of the shareholders, and each director shall be elected to serve until the next annual meeting of the share-

annuelle des actionnaires et jusqu'à ce que son successeur soit élu et qualifié."

En foi de quoi, j'ai signé et apposé le sceau de ladite compagnie le 10 juin 1948.

(Sceau)

22458

Le Secrétaire,
EDWIN G. HELLYAR.

holders and until his successor shall be elected and shall qualify."

In witness whereof I have hereunto set my hand and have hereunto affixed the seal of said company this 10th day of June, 1948.

(Seal)

22458-o

EDWIN G. HELLYAR,
Secretary.

Chartes — Abandon de

HATLEY FARM LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que "Hatley Farm Limited" se propose de demander au Procureur général de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Sherbrooke, Québec, ce 31e jour de mai 1948.

22419-o

Le Secrétaire,
FOXHALL P. KEENE TAYLOR.

REX INVESTMENTS INC.

AVIS

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, telle qu'amendée, "Rex Investments Inc." donne avis par les présentes, qu'elle fera application à l'honorable Procureur général de la Province de Québec pour qu'il accepte l'abandon de sa charte et en ordonne son annulation, et fixe une date à compter de laquelle elle sera dissoute.

Montréal, P.Q., le 31 mai, 1948.

22426-o

Le Secrétaire,
W. P. CREAGH.

Compagnie autorisée à faire des affaires

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Marine Electric Limited" a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec et sujets aux mêmes formalités prescrites par les Lois existantes de cette Province.

L'agent principal de ladite compagnie dans la province de Québec, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est M. G. T. R. Campbell, 400 ouest, rue Craig, cité de Montréal.

Le bureau principal de la corporation, dans la province de Québec, est établi à 1025 ouest, rue Sherbrooke, dans ladite cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 8 juin 1948.

22427

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Charters — Surrender of

HATLEY FARM LIMITED

Notice is hereby given that "Hatley Farm Limited" intends forthwith to apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Dated at Sherbrooke, Quebec, this 31st of May, 1948.

22419-o

FOXHALL P. KEENE TAYLOR,
Secretary.

REX INVESTMENTS INC.

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies Act, as amended, "Rex Investments Inc." hereby gives notice that it will make application to the Honourable the Attorney General of the Province of Quebec for acceptance of the surrender of its charter and to direct its cancellation and fix a date upon and from which it shall be dissolved.

Montreal, P.Q., May 31st, 1948.

22426-o

W. P. CREAGH,
Secretary.

Company Licensed to do Business

Notice is hereby given that "Marine Electric Limited" has been licensed to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec and subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The chief agent of the said company in the Province of Quebec for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Mr. G. T. R. Campbell, of 400 Craig St. West, in the city of Montreal.

The principal office of the corporation in the Province of Quebec is established at 1025 Sherbrooke Street, West, in the said city of Montreal, in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary the 8th day of June 1948.

22427-o

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Département des Affaires municipales

Department of Municipal Affairs

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 5 avril 1948 du conseil de

The undersigned gives notice that, as requested by a resolution of April 5, 1948, of the Council

la municipalité de Raudot, comté de Rivière-du-Loup, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé, en date du 2 juin 1948, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 2 juin 1948.

Le Ministre des Affaires municipales,
22399-0 BONA DUSSAULT.

of the Municipality of Raudot, county of Rivière-du-Loup, and in conformity with the provisions of article 130 of the Municipal Code he has ordered, under date of June 2, 1948, that publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said Corporation, save those required in the *Quebec Official Gazette*, be made, in future, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131 of the Municipal Code (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, June 2, 1948.

BONA DUSSAULT,
22399 Minister of Municipal Affairs.

Le soussigné donne avis que tel que demandé par une résolution du 24 mai 1948 du conseil de la paroisse de St-Damien, comté de Berthier, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé, en date du 5 juin 1948, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 6 juin 1948.

Le Ministre des Affaires municipales,
22416-0 BONA DUSSAULT.

The undersigned gives notice that as requested by a resolution of May 24, 1948, of the Council of the parish of St-Damien, county of Berthier and in conformity with the provisions of Article 130 of the Municipal Code, he has authorized, under date of June 5, 1948, that publications of public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, save those required for the *Quebec Official Gazette*, be in future, in the French language only.

The present notice is published in conformity with Article 131 of the Municipal Code. (10 Georges VI, chapter 55, section 2).

Quebec, June 6, 1948.

BONA DUSSAULT,
22416 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Agriculture

Department of Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Champlain, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole Régionale de La Tuque" et que son principal siège d'affaires est à La Tuque.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce neuvième jour de juin 1948.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
22441-0 JULES SIMARD.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Champlain, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, c. 120) under the name of "Société Coopérative Agricole Régionale de La Tuque" and that its principal place of business is at La Tuque.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this ninth day of June, 1948.

JULES SIMARD,
22441 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 323-48.

Québec, le 1er juin 1948.

Demande est faite, de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Flavie de Lepage, dans le comté de Matane, le territoire décrit dans l'article 9 de 9 George VI, chapitre 91, et de l'annexer à la municipalité scolaire du village de Mont-Joli, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
22380-23-2-0 J.-P. LABARRE.

No. 323-48.

Quebec, June 1, 1948.

Application is made to detach from the School Municipality of Sainte-Flavie de Lepage, in the county of Matane, the territory described in section 9 of 9 Geo. VI, chapter 91 and to annex the same to the School Municipality of the village of Mont-Joli, in the same county.

J.-P. LABARRE,
22380-23-2 Superintendent of Education.

N° 207-47.

Québec, le 9 juin 1948.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 3 juin 1948, de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-André d'Acton, dans le comté de Bagot, les parties des lots N° 361 et 373 du cadastre officiel de St-André d'Acton, appartenant à Monsieur Pierre Bond, et de les annexer à la mu-

No. 207-47.

Quebec, June 9, 1948.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in council dated June 3, 1948, to detach from the school municipality of Saint-André d'Acton, in the county of Bagot, the parts of lots No. 361 and 373 of the official cadastre for St-André d'Acton, belonging to Mr Pierre Bond, and to annex them to the

nicipalité scolaire du village d'Acton Vale, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1948.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
J. P. LABARRE.

N° 369-48.

Québec, le 9 juin 1948.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 3 juin 1948, de détacher de la municipalité scolaire catholique de Eaton, dans le comté de Compton, le lot 12-A du rang X du canton de Eaton, moins la partie du dit lot située à l'ouest du chemin Cookshire-Angus; le lot 12-B du rang X du même canton, moins la partie appartenant à Monsieur Armand Carrier, et de les annexer à la municipalité scolaire catholique de Saint-Camille de Cookshire, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1948.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
22451-o J. P. LABARRE.

school municipality of the village of Acton Vale in the same county.

The said order in council to take effect on the first of July, 1948.

J. P. LABARRE,
Superintendent of Education.

No. 369-48

Quebec, June 9, 1948.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in council dated June 3, 1948, to detach from the Catholic school municipality of Eaton, in the county of Compton, lot 12-A of range X of the township of Eaton, less that part of the said lot situate west of the Cookshire-Angus road; lot 12-B of range X of the same township, less the part belonging to Mr. Armand Carrier, and to annex them to the Catholic school municipality of Saint-Camille de Cookshire, in the same county.

The said order in council to take effect on the first of July, 1948.

22451 J. P. LABARRE,
Superintendent of Education.

Département du Trésor Assurances

AVIS DE NOMINATION DE PROCUREUR

Avis est donné par les présentes que "Crown Trust Company" dont le siège social est à Toronto, Ontario, a nommé monsieur Irving Putnam Rexford, 393, rue St-Jacques, Ouest, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 26 avril, 1948.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des Assurances.

AVIS DE NOMINATION DE PROCUREUR

Avis est donné par les présentes que "Chartered Trust and Executor Company" dont le siège social est à Toronto, Ontario, a nommé monsieur A. M. Murray, 132 rue St-Jacques, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 2 juin 1948.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
22403-o Surintendant des Assurances.

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que le permis et le certificat d'enregistrement de Capital Trust Corporation Limited ont été annulés le 12 avril 1948.

Cette compagnie a vendu tout son actif et transporté toutes ses obligations à Guaranty Trust Company of Canada, conformément aux dispositions de l'article 2 de la Loi 12 George VI, chapitre 94.

Donné, le 8 juin 1948, au bureau du Service des assurances, département du Trésor.

Le Trésorier de la Province,
par: WHEELER DUPONT, C.R.,
22436-24-2-o Assistant-surintendant,
des assurances.

Treasury Department Insurance

NOTICE OF APPOINTMENT OF ATTORNEY

Notice is hereby given that "Crown Trust Company" which head office is situate at Toronto, Ontario, has appointed Mr Irving Putnam Rexford, 393, St. James Street, West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 26th of April, 1948.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

NOTICE OF APPOINTMENT OF ATTORNEY

Notice is hereby given that "Chartered Trust and Executor Company" which head office is situate at Toronto, Ontario, has appointed Mr. A. M. Murray, 132 St. James Street, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 2nd of June, 1948.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
22403-o Superintendent of Insurance.

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENCE AND REGISTRATION

Notice is hereby given that the licence and the certificate of registration of the Capital Trust Corporation Limited have been cancelled on April 12, 1948.

This company has sold all its assets and transferred all its obligations to the Guaranty Trust Company of Canada, pursuant to the provisions of section 2 of the Act 12 George VI, chapter 94.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 8th of June, 1948.

The Treasurer of the Province,
By: WHEELER DUPONT, K.C.
22436-24-2-o Assistant-superintendent of
Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Avis est donné par les présentes que The Eureka-Security Fire and Marine Insurance Company, enregistrée sous le N° 482, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement N° 3163 qui l'autorise, à compter du 26 avril 1948, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Incendie et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, grêle, tremblement de terre; Défectuosité d'extincteurs automatiques; Explosion limitée ou inhérente; Ouragan.

Le siège social de la compagnie est situé à Cincinnati, Ohio, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur Jean Gagnon, 276 Ouest, rue Saint-Jacques, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 28 mai 1948.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
 22354-23-2-o Surintendant des assurances.

Notice is hereby given that The Eureka-Security Fire and Marine Insurance Company, registered under No. 482, has obtained the license and certificate of registration N° 3163 authorizing it, as from the 26th of April 1948, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary there to — civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles; Limited or inherent explosion, Sprinkler leakage; Windstorm.

The head office of the Company is situated at Cincinnati, Ohio, U.S.A.

The Company has appointed Mr. Jean Gagnon, 276 St. James Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch Treasury Department, the 28th of May 1948.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
 22354-23-2-o Superintendent of Insurance.

Voirie

AVIS

La partie de chemin ci-après désignée cessera à l'avenir d'être entretenue par le ministère de la Voirie. Ayant été remplacée par une nouvelle section redressée et améliorée, elle est devenue inutile pour la circulation:

Chemin du 11e rang Abercrombie (Ste-Adèle-Ste-Marguerite)

Dans la municipalité de la paroisse de Ste-Adèle, comté de Terrebonne:

Une section de 390 pieds, à l'ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° 22-A-3 du canton Abercrombie et le lot N° 1, rang XI, du canton Morin.

Québec, le 1er juin 1948.
 Le Ministre de la Voirie,
ANTONIO TALBOT.

22421-o

Roads

NOTICE

The part of road hereinafter described will cease for the future to be maintained by the Department of Roads. Having been replaced by a new, straightened and improved section, it has become useless for traffic:

The road of the 11th Abercrombie range (Ste-Adèle-Ste-Marguerite)

In the municipality of the parish of Ste-Adèle, county of Terrebonne:

A section of 390 feet, west of the new highway, on or facing lot No. 22-A-3 of the township of Abercrombie and lot No. 1, range XI, of the township Morin.

Québec, June 1, 1948.
ANTONIO TALBOT,
 Minister of Roads.

22421

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DES LAURENTIDES — BAR OF LAURENTIDES

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens de juillet 1948 — Examinations of July, 1948

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidences Residences	Collèges Colleges
Dugas	Claude	19	Joliette	Séminaire de Joliette.
Robillard	Roland	22	St-Cuthbert	Collège Séraphique (Trois-Rivières) Séminaire de Joliette.

Joliette, le 27 mai 1948 — Joliette, May 27, 1948.

Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,
MAURICE MAJEAU,
 Secretary of the Bar of Laurentides.

22389-23-2-o

BARREAU DES LAURENTIDES — BAR OF LAURENTIDES

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT — CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de juillet 1948 — Examinations of July, 1948

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Dugas	Jacques	21	Joliette.

Joliette, le 27 mai 1948 — Joliette, May 27, 1948.

Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,
MAURICE MAJEAU,
Secretary of the Bar of Laurentides.

22390-23-2-0

BARREAU DE SAINT-FRANÇOIS — BAR OF SAINT FRANCIS

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens de juillet 1948 — Examinations of July, 1948

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Gervais	Paul	22	Sherbrooke	St Patrick Academy, Séminaire St-Charles Borromée et Collège Loyola.

Sherbrooke, le 27 mai 1948 — Sherbrooke, May 27, 1948.

Le Secrétaire du Barreau de Saint-François,
JEAN-LOUIS PÉLOQUIN,
Secretary of the Bar of Saint Francis.

22391-23-2-0

BARREAU DE SAINT-FRANÇOIS — BAR OF SAINT FRANCIS

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT — CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de juillet 1948 — Examinations of July, 1948

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidences Residences
Blanchette	Jean-Guy	25	Chartierville.
Olivier	William-Georges-Marcel	33	Sherbrooke.

Sherbrooke, le 29 mai 1948 — Sherbrooke, May 29, 1948.

Le Secrétaire du Barreau de Saint-François,
JEAN-LOUIS PÉLOQUIN,
Secretary of the Bar of Saint Francis.

22392-23-2-0

BARREAU D'ARTHABASKA — BAR OF ARTHABASKA

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT — CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Jutras	Pierre	27	Victoriaville	Nicolet.
Marcotte	Claude	23	Thetford Mines ...	Québec.

Victoriaville, le 8 juin 1948 — Victoriaville, June 8, 1948.

Le Secrétaire du Barreau d'Arthabaska,
LAURENT TROTTIER,
Secretary of the Bar of Arthabaska.

22459-24-2-0

BARREAU DES TROIS-RIVIÈRES — BAR OF TROIS-RIVIÈRES

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens de juillet 1948 — Examinations of July, 1948

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Boldue	Roch	19	St-Raphaël de Bellechasse	Ste-Anne de la Pocatière, Séminaire des Trois-Rivières.
Carle	Gilles	22	Grand'Mère	Académie du Sacré-Cœur de Grand'Mère, Séminaire des Trois-Rivières, Séminaire de Joliette.
Parent	Guy-Édouard	19	Trois-Rivières	Ecole de l'Immaculée-Conception, Trois-Rivières, Jardin de l'Enfance, Trois-Rivières, Séminaire des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, le 8 juin 1948 — Trois-Rivières, June 8, 1948.

Le Secrétaire du Barreau des Trois-Rivières,
FRANK I. RITCHIE, Jr.,
Secretary of the Bar of Trois-Rivières.

22459-24-2-e

BARREAU DES TROIS-RIVIÈRES — BAR OF TROIS-RIVIÈRES

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT — CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de juillet 1948 — Examinations of July, 1948

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Decelles	Jean	30	Trois-Rivières.
Dussault	Maurice	26	Yamachiche.
Méthot	Jean	25	Trois-Rivières.
Paul	Rémi	27	Louiseville.
Thomson	Alexander Bennett	28	Trois-Rivières.

Trois-Rivières, le 8 juin 1948 — Trois-Rivières, June 8, 1948.

Le Secrétaire du Barreau des Trois-Rivières,
FRANK I. RITCHIE, Jr.,
Secretary of the Bar of Trois-Rivières.

22459-24-2-e

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Bertrand	Gérard	21	Québec	Collège de Lévis, Séminaire de Québec.
Boily	Charles-Emile	21	Montmorency	Séminaire de Québec.
Bourget	Marcel	24	Lauzon	Collège de Lévis.
Alleyne	Jacques	21	Québec	Saint-Charles Garnier.
Savoie	François-Georges	21	Québec	Collège Bourget à Rigaud, Collège des Jésuites à Québec, Saint-Charles Garnier.
Pouliot	Jean-Gaston	18	Québec	Ursulines de Québec.
Choquette	Marguerite	23	Québec	Col. St-Laurent à Montréal.
Lapointe	Gabriel	19	Lac Beauport, Québec.	Col. des Jésuites à Québec.
Bégin	André	20	Québec	Col. St-Laurent à Montréal, Col. Bourget à Rigaud, Ext. classique Ste-Croix à Montréal
Houde	Pierre	20	Québec	Saint-Charles Garnier, Séminaire de Québec.
Robitaille	Roger	21	St-Léon de Standon	Séminaire de Québec.
Laflamme	Ovide	22	St-Damien de Bellechasse.	Séminaire de Québec.
Perron	Jacques	24	Ste-Marie de Beauce.	Col. Ste-Anne de la Pocatière, Collège Ste-Anne de la Pocatière.
Bédard	Robert	30	Québec	Collège des Jésuites à Québec et Saint-Charles Garnier.
Chouinard	Julien, jr	19	Québec	Saint-Charles Garnier.

Québec, le 3 juin 1948 — Quebec, June 3, 1948.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
ROGER THIBAudeau,
Secretary of the Quebec Bar.

22459-24-2-e

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT — CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Bédard	Charlemagne	23	Québec.
Bédard	Jacques	23	Québec.
Bédard	Pierre	25	Québec.
Cinq-mars	Marcel	26	Val d'Or.
Côté	J.-Léon	35	Québec.
Daveluy	Robert	24	Québec.
Devlin	Charles	25	Québec.
Fournier	François	28	Québec.
Godbout	Pierre	22	Québec.
Grégoire	Marcel	25	Québec.
Inkel	Marcel	29	Québec.
Marchand	Robert	30	Québec.
Monast	André	23	Québec.
Monast	Robert	25	Québec.
Drouin	Marc-André	25	Québec.
Vallée	Pierre	31	Québec.

Québec, le 8 juin 1948 — Quebec, June 8, 1948.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
ROGER THIBAUDEAU,
Secretary of the Bar of Quebec.

22459-24-2-o

Nomination

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 13 mai 1948.

MM. Louis-H. Duhamel, comptable-évaluateur, 4502 rue Bordeaux, Montréal, et Marcel Pigeon, commis, 41 Chemin Ste-Foy, app. 9, Québec: juges de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; Joachim Bachand, optométriste, 89-B, rue King Ouest, Sherbrooke: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François; Adolphe Lemieux, inspecteur, Commission du salaire minimum, 995 rue Cherrier, Delphis Pépin, gérant, 768 rue Marin, Alexander A. Kelen, agent de voyages et représentant de différentes compagnies de transport maritimes, 3533 avenue du Parc, Auguste-Norbert Campeau, secrétaire-archiviste de l'Ordre des Forestiers de la Cour St-Henri, No 641, et Paul Deguire, assistant-greffier, Cour du recorder de Montréal, 2-6 rue DeCastelnau, tous cinq de Montréal, Paul Poirier, gérant, 3545 rue Evelyne, Paul-Emile Lord, employé à la Northern Electric Company, 3238 avenue Verdun, Aimé Barre, comptable, 2797 rue Ethel, tous trois de Verdun: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 19 mai 1948.

MM. J.-Alexandre Cantin, de Ste-Catherine, Cté Portneuf, chef mesureur pour la Donnacona Paper Co. Ltd.: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; R. Giroux, assistant-surintendant de l'Industrielle Compagnie d'assurance sur la vie, de Thetford-Mines: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Arthabaska; Rodolphe Paterson, maître de poste, de Val d'Or, et Peter Morrisson, agent

Appointment

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Québec, May 13, 1948.

Messrs. Louis H. Duhamel, accountant-appraiser, 4502 Bordeaux Street, Montreal, and Marcel Pigeon, clerk, 41 Ste-Foy Road, Apt. 9, Quebec: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec; Joachim Bachand, optometrist, 89-B King Street West, Sherbrooke: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of St. Francis; Adolphe Lemieux, inspector, Minimum Wage Commission, 995 Cherrier Street, Delphis Pépin, manager, 768 Marin Street, Alexander A. Kelen, travel agent and representative for several maritime transport companies, 3533 Park Avenue, Auguste Norbert Campeau, recording secretary of "l'Ordre des Forestiers de la Cour St-Henri No 641", and Paul Deguire, deputy Clerk, Recorder's Court of Montreal, 2-6 DeCastelnau Street, all five of Montreal, Paul Poirier, manager, 3545 Evelyne Street, Paul Emile Lord, employee of the Northern Electric Company, 3238 Verdun Avenue, Aimé Barre, accountant, 3797 Ethel Street, all three of Verdun: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal: — The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Québec, May 19, 1948.

Messrs. J. Alexandre Cantin, of Ste-Catherine, county of Portneuf, chief scaler for the Donnacona Paper Co. Ltd.: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec; R. Giroux, assistant superintendent of "l'Industrielle Compagnie d'assurance sur la vie", of Thetford Mines: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Arthabaska; Rodolphe Paterson, postmaster, of Val

d'assurances, de Sisco: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi:— Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 19 mai 1948.

M. Gédéon Labelle, rentier, de Ste-Véronique, Cté Labelle: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Labelle.

MM. William George, agent, 468 avenue Mount Stephen, Westmount, Francis Gauvin, ajusteur d'assurance, 178 rue Garnier, Québec: juges de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; Patrick Maurice, de Rivière St-Augustin: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Saguenay; Roméo McDuff, agent d'assurances, 12285, rue Notre-Dame Est, Pointe-aux-Trembles, J.-E. Lemire, entrepreneur en plomberie, 601 rue de Boucherville, et Eugène Larivière, voyageur de commerce, 8414 rue St-Denis, tous deux de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal:— Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 27 mai 1948.

MM. Richard H. Wright, marchand, de Foster, Cté Brome: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Bedford; Georges Graton, enquêteur, Commission des pensions de vieillesse, 1443 rue Fort, Montréal: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, et Maurice Vallée, surintendant, de St-Omer, Cté Bonaventure: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Bonaventure:— Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

22457-0

d'Or, and Peter Morrison, insurance agent, of Sisco: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Abitibi:— The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, May 19, 1948.

Mr. Gédéon Labelle, annuitant of Ste-Véronique, county of Labelle: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Labelle.

Messrs. William George, agent, 468 Mount Stephen Avenue, Westmount, Francis Gauvin, insurance adjuster, 178 Garnier Street, Quebec: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec; Patrick Maurice, of Rivière St-Augustin; to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Saguenay; Roméo McDuff, insurance agent, 12285 Notre-Dame Street East, Pointe-aux-Trembles, J. E. Lemire, plumbing contractor, 601 de Boucherville Street, and Eugène Larivière, commercial traveller, 8414 St-Denis Street, both of Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal:— The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, May 27, 1948.

Messrs. Richard H. Wright, merchant, of Foster, county of Brome: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Bedford; Georges Graton, investigator, Old Age Pensions Commission, 1443 Fort Street, Montreal: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal, and Maurice Vallée, superintendent, of St-Omer, county of Bonaventure: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Bonaventure:— The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15)

22457

Ordre de Cour

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, N° 258 243. Charles Noël Abbott, marchand, des cité et district de Montréal, Demandeur, vs Benoit Doyon, industriel, domicilié à Shawinigan Falls, défendeur, & Maurice Gignac, commis, domicilié à Shawinigan, Marcel Gignac, gérant, domicilié à Shawinigan, Jean Paul Gignac, ingénieur, domicilié à St-Eustache, district de Montréal, tous trois faisant affaires en société sous les nom et raisons sociale de "Co. de Bois & Charbon", opposants.

Sur l'ordre de l'honorable juge F. T. Collins donné le 12ième jour de mai 1948, vu les allégations de l'insolvabilité de Benoit Doyon, de Shawinigan Falls, district des Trois Rivières, le défendeur, les créanciers du dit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamation, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du Protonotaire de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, dans les quinze jours de la première insertion dans la

Rule of Court

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 258 243. Charles Noël Abbott, merchant of the City and District of Montreal, Plaintiff, vs Benoit Doyon, industrial, domiciled at Shawinigan Falls, defendant, & Maurice Gignac, clerk, domiciled at Shawinigan, Marcel Gignac, manager, domiciled at Shawinigan, Jean Paul Gignac, engineer, domiciled at St-Eustache, District of Montreal, all three doing business in partnership under the firm name and style of "Co. de Bois et Charbon", Opposants.

By order of the Honourable Justice F.T. Collins given the 12th day of May 1948, Seeing the allegations of the insolvency of Benoit Doyon, of Shawinigan Falls, District of Three Rivers, the Defendant, the creditors of said Defendant who have not yet filed their claims, are now called to produce their claims in this case, at the Office of the Prothonotary of the Superior Court for the District of Montreal, at Montreal, in the fifteen day of the first insertion in the *Quebec Official*

"Gazette officielle de Québec", conformément aux articles numéros 673-674 du Code de Procédure Civile.

Montréal, le 17ième jour de mai, 1948.
Le Député-Protonotaire C.S.M.,
22355-23-2-o T. DEPATIE.

Gazette, under the law of Articles Nos. 673-674 of the Code of Civil Procedure.

Montreal, 17th day of May, 1948.
T. DEPATIE.
22355-23-2-o Deputy-Prothonotary S.C.M.

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi. A Nos aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la Province de Québec, ainsi qu'à tous ceux que les présentes peuvent concerner,

SALUT.

ATTENDU que, sur l'avis du Conseil exécutif de la Province de Québec, Nous avons jugé à propos de dissoudre la présente législature de ladite Province;

A CES CAUSES, Nous dissolvons par les présentes ladite législature de la Province de Québec.

EN FOI DE QUOI Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la Province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C. M. G., D. S. O., M. D., Lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, le neuvième jour de juin, l'an de grâce mil neuf cent quarante-huit et de Notre règne le douzième.

Par ordre,
Le Secrétaire de la Chancellerie à Québec,
(Signé) ANTOINE LEMIEUX.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

* EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi. A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

ATTENDU que c'est Notre désir et Notre bon plaisir de rencontrer aussitôt que possible le peuple de la Province de Québec et d'obtenir son avis exprimé en parlement;

A CES CAUSES, sur l'avis du Conseil exécutif de la Province de Québec, Nous convoquons par les présentes une nouvelle législature de la Province pour le 29 septembre prochain et mandons et ordonnons à ses membres de s'assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la Province de Québec.

Proclamations

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith. To Our Beloved and Faithful the members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Our Province of Quebec and to all to whom it may concern.

GREETING.

WHEREAS We have thought fit, by and with the advice of the Executive Council of the Province of Quebec, to dissolve the present Legislature of the said Province;

THEREFORE, We do hereby dissolve the said Legislature of the Province of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, this ninth day of June, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-eight, and the twelfth year of Our Reign.

By command,
(Signed) ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith. To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

WHEREAS We are desirous and have decided to meet as soon as possible the People of the Province of Quebec and to have their advice, expressed in Parliament;

THEREFORE, by and with the advice of the Executive Council of the Province of Quebec, We do hereby convene a new Legislature of the Province for the twenty-ninth of September next, and do command and order the members thereof to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., G.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le neuvième jour de juin, l'an de grâce mil neuf cent quarante-huit et de Notre règne le douzième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la Chancellerie à Québec,
(Signé) ANTOINE LEMIEUX.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.] EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi. A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

ATTENDU que c'est Notre désir et Notre bon plaisir de rencontrer aussitôt que possible le peuple de la province de Québec et d'obtenir son avis exprimé en parlement;

A CES CAUSES, Nous faisons connaître par les présentes que, sur l'avis du Conseil exécutif de la province de Québec, Nous avons ce jour donné des ordres pour l'émission de brefs d'élection en due forme afin de constituer une nouvelle Assemblée législative de ladite Province, lesquels brefs d'élection seront tous datés du 9 juin 1948 et devront être rapportés avant le premier septembre 1948, la présentation des candidats à l'élection devant avoir lieu et se faire le 14 juillet 1948 dans le district électoral de Saguenay, le 19 juillet 1948 dans les districts électoraux d'Abitibi-Est, d'Abitibi-Ouest et des Iles-de-la-Madeleine, et le 21 juillet 1948 dans tous les autres districts électoraux; et le scrutin devra avoir lieu et se tenir le 28 juillet 1948 dans tous les districts électoraux.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le neuvième jour de juin l'an de grâce mil neuf cent quarante-huit et de Notre règne le douzième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la Chancellerie à Québec,
22435-o (Signé) ANTOINE LEMIEUX.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.] EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi. A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, L. DÉSILETS, ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée par la majorité

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, at this ninth day of June, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty eight, and the twelfth year of Our Reign.

By command,

(Signed) ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.] EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith. To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

WHEREAS We are desirous and have decided to meet as soon as possible the People of the Province of Quebec, and to have their advice, expressed in Parliament;

THEREFORE, We do hereby make it known that, by and with the advice of the Executive Council of the Province of Quebec, We have, this day, given orders for issuing Election Writs in due form, for constituting a new Legislative Assembly of the said Province, which Election Writs are all to bear date the ninth day of June, 1948, and be returned before the first of September, 1948, the nomination of candidates at the election to be held and take place on the fourteenth day of July, 1948, in the electoral district of Saguenay, on the nineteenth day of July, 1948, in the electoral districts of Abitibi-East, Abitibi-West and the Magdalen Islands, and on the twenty-first day of July, 1948 in all other electoral districts; and the holding of the polls to take place and be held on the twenty-Eighth day of July, 1948, in all the electoral districts.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, at Quebec this ninth day of June, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-eight and the twelfth year of Our Reign.

By Command,

(Signed) ANTOINE LEMIEUX,
22435 Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.] EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith. To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General, WHEREAS a petition has been presented to Us by the majority of owners of

des propriétaires de biens-fonds situés dans un territoire non organisé et dans une partie de la municipalité du canton Maria demandant que le territoire qu'ils habitent soit détaché de la municipalité du canton de Maria quant à la partie comprise dans le dit canton et érigé en municipalité distincte sous le nom de "municipalité de Saint-Jules", comté de Bonaventure;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal, à cet effet, ont été remplies et que ledit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 27 mai 1948 et conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, à savoir:

Un territoire situé en partie dans le canton de Maria, et en partie dans le canton d'Angers, comprenant tous les lots du cadastre officiel du canton de Maria et toutes leurs subdivisions présentes et à venir, ainsi que tous les lots de l'arpentage primitif et une partie non divisée en lots du canton d'Angers, le tout renfermé dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de l'axe de la rivière Skimenac avec l'axe de la rivière Grande-Cascapédia; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: le dit axe de la rivière Grande-Cascapédia jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 7 et 8 du bloc E du canton de Maria, de là, en référence au cadastre officiel du canton de Maria, le dit prolongement et la dite ligne séparative des lots 7 et 8 du bloc E, la ligne sud-est du 2e rang Cascapédia; dans le dit 2e rang Cascapédia la ligne séparative des lots 7a et 8a, la ligne sud-est des lots 7c, 7b et 6d et la ligne séparative des lots 6c et 6d; la ligne séparant le rang Patrickton du 2e rang Cascapédia, la ligne séparative des lots 5 et 6 du rang Patrickton, la ligne séparant le rang Patrickton du 3e Rang-Est, la ligne séparative des lots 14 et 15 de chacun des 3e Rang-Est, 4e Rang et 5e Rang, la ligne séparative des cantons de Maria et d'Angers en allant vers le sud-ouest jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 17 et 18 du 2e rang du canton d'Angers; de là, dans le canton d'Angers, en référence à l'arpentage primitif du dit canton, le susdit prolongement de la ligne séparative des lots 17 et 18 du 2e rang, la ligne sud du 2e rang en allant vers l'ouest, la ligne ouest du lot 36 du 2e rang, la ligne ouest du lot 31 du 1er rang prolongée jusqu'à l'axe de la rivière Skimenac et enfin le dit axe de la rivière Skimenac en allant vers l'est jusqu'au point de départ; lequel territoire sera, quant à sa partie comprise dans le canton de Maria, détaché de la municipalité du canton de Maria et sera en entier, ensemble avec les chemins, rues, ruelles, emprises de chemins de fer, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites, érigé en municipalité distincte, sous le nom de "municipalité de Saint-Jules", dans le comté de Bonaventure, telle érection devant prendre effet à compter du 1er janvier suivant la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

land in a territory not yet organized and in a part of the municipality of the township Maria, requesting that the territory inhabited by them be detached from the municipality of the township Maria as regards the part comprised in the said township and erected into a separate municipality under the name of "municipality of Saint-Jules", county of Bonaventure;

WHEREAS all the provisions of the municipal code to this effect have been fulfilled and that the said territory conforms to the conditions required by law to form a municipality;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in an order dated the 27th of May, 1948, and pursuant to the provisions of articles 35 and following of the Municipal Code, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory situate partly in the township Maria, and partly in the township Angers, comprising all the lots of the official cadastre for the township Maria and all their present and future subdivisions, as well as all the lots of the primitive survey and a part not subdivided into lots of the township Angers, the whole enclosed within the following limits, to wit: Starting from the point of intersection of the axis of the Skimenac river with the axis of the Grande-Cascapédia river; thence, passing by the following lines and demarcations successively: the said axis of the Grande-Cascapédia river as far as the prolongation of the division line of lots 7 and 8 of Block E of the township Maria, thence, with reference to the official cadastre for the township Maria, the said prolongation and the said division line of lots 7 and 8 of Block E, the southeast line of the 2nd Cascapédia range; in the said 2nd Cascapédia range the division line of lots 7a and 8a, the southeast line of lots 7c, 7b and 6d and the division line of lots 6c and 6d; the line separating the Patrickton range from the 2nd Cascapédia range, the division line of lots 5 and 6 of the Patrickton range, the line separating the Patrickton range from the 3rd East range, the division line of lots 14 and 15 of each of the 3rd East range, 4th range and 5th range, the division line of the townships Maria and Angers running southwestward as far as the prolongation of the division line of lots 17 and 18 of the 2nd range of the township Angers; thence, in the township Angers, with reference to the primitive survey of the said township, the aforesaid prolongation of the division line of lots 17 and 18 of the 2nd range, the south line of the 2nd range running westward, the west line of lot 36 of the 2nd range, the west line of lot 31 of the 1st range extended as far as the axis of the Skimenac river and finally the said axis of the Skimenac river running eastward to the starting point; the said territory to be, as regards its part comprised within the township Maria, detached from the municipality of the township Maria and to be in entirety, together with the roads, streets, lanes, railway rights-of-way, rivers, lakes, watercourses or parts of same comprised within the above described limits, erected into a separate municipality, under the name of "Municipality of Saint-Jules", in the county of Bonaventure, such erection to take effect as from the 1st of January following publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce deuxième jour de juin en l'année mil neuf cent quarante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
22442-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

ATTENDU que l'honorable Ministre des terres et forêts de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de l'article 2 de la Loi du cadastre (S.R.Q. 1941, c. 320) un plan et livre de renvoi du canton de Rameau, dans la division d'enregistrement de Gaspé;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi font maintenant partie des archives du département des terres et forêts et qu'une copie exacte a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 19 mai 1948;

Nous donnons avis du dépôt de ce plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est mentionné ci-dessus, et

Nous fixons la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force, relativement au canton de Rameau, désigné ci-dessus, et

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this Second day of June, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-eight and the twelfth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
22442 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General

WHEREAS the Honourable the Minister of Lands and Forests of Our Province of Quebec, has had prepared, under his direction, in conformity with the provisions of section 2 of the Cadastre Act (R.S.Q., 1941, chap. 320) a plan and a book of reference for the township of Rameau, in the registration division of Gaspé;

WHEREAS the said plan and book of reference now remain of record in the Department of Lands and Forests and that a true copy has been filed in the office of the registration division of Gaspé;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in an order dated May 19, 1948;

We give notice of the filing of the said plan and book of reference mentioned above, in the office of the registration division to which it belongs, as mentioned above, and

We fix the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of Article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec will come into force, with respect to the township of Rameau, described above, and

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of the priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec, to renew within the two years following the date as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above mentioned, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and by observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR LOVING subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce trente et unième jour de mai en l'année mil neuf cent quarante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
22423 JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi. A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. { ATTENDU que l'honorable Ministre des terres et forêts de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de l'article 2 de la Loi du cadastre (S.R.Q., 1941, c. 320) un plan et un livre de renvoi d'une partie du canton de Bourbon, comprenant le rang A (les lots 1 à 11 inclusivement, avec leurs subdivisions respectives), dans la division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi font maintenant partie des archives du département des Terres et Forêts, et qu'une copie exacte a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 19 mai 1948,

Nous donnons avis du dépôt de ce plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est mentionné ci-dessus, et

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force, relativement à la partie du canton de Bourbon, désignée ci-dessus, et

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major-General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this thirty-first day of May, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-eight, and the twelfth year of Our Reign.

By command,

22423 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith. To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS the Honourable the Minister of Lands and Forests of Our Province of Quebec has had prepared, under his direction, pursuant to the provisions of section 2, of Cadastre Act (R.S.Q., 1941, c. 320) a plan and book of reference of part of the township of Bourbon, comprising range A (lots 1 to 11 inclusively with their respective subdivisions) in the Registration Division of Lake St. John-West;

WHEREAS the said plan and book of reference now remain of record in the office of the Department of Lands and Forests and that an exact copy was filed in the Registration Division of Lake St. John-West.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in an Order dated May 19, 1948,

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference hereinabove mentioned in the office of the Registration Division to which they belong, same being hereinabove mentioned, and

We fix the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day on which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec shall come into force with respect to the part of the township Bourbon, hereinabove designated, and

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec and to renew, within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above designated, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and upon observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D. Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce trente et unième jour de mai en l'année mil neuf cent quarante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre,
Le Sous-secrétaire de la Province,
22422-o JEAN BRUCHÉSI.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take note and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this thirty-first day of May, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-eight and the twelfth year of Our Reign.

By command,
JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.
22422

Sièges sociaux

Head Offices

Province de Québec — District de Québec

Province of Quebec — District of Quebec

J. ARTHUR CADORETTE INC.

J. ARTHUR CADORETTE INC.

La compagnie "J. Arthur Cadorette Inc." a été constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes accordées le 26ème jour de janvier l'an mil neuf cent quarante-huit.

The company "J. Arthur Cadorette Inc.", has been incorporated in the Province of Quebec, by letters patent issued the twenty-sixth day of January of the year nineteen hundred and forty-eight.

La principale place d'affaires dans la province de Québec est à 199, Boulevard Roosevelt-Churchill, Québec.

Its head office in the Province is at 199 Roosevelt-Churchill Boulevard, Quebec.

En foi de quoi cette déclaration en double est faite et signée par moi, J. Arthur Cadorette, domicilié à 199 Boulevard Roosevelt-Churchill, président-gérant de la dite compagnie.

In testimony whereof this declaration, in duplicate, is made and signed by me, J. Arthur Cadorette, domiciled at 199 Roosevelt-Churchill Boulevard, Quebec, president-manager of the said company.

Québec, le 5 juin 1948.
J. A. CADORETTE,
22413-o Signature.

Québec, June 5, 1948.
22413 (Signed)
J. A. CADORETTE.

A. BARETTE & CIE LTÉE
A. BARETTE & CO. LTD.

A. BARRETTE & CIE LTÉE
A. BARRETTE & CO. LTD.

Avis de la situation du bureau principal de la Cie

Notice of situation of the Head Office of the Co.

Avis est donné que la Cie "A. Barrette & Cie Ltée" — "A. Barrette & Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes sous la première partie de la Loi des compagnies de Québec émises le 9 juillet 1947, et ayant son bureau principal dans Mont-Laurier, district de Labelle, y a établi son bureau.

Notice is given that the Co. "A. Barrette & Cie Ltée" — "A. Barrette & Co. Ltd.", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, issued on July 9, 1947, and having its head office at Mont-Laurier, district of Labelle, has there established its office.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la Cie comme étant son bureau principal.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Donné à Mont-Laurier, ce 17ième jour de mai 1948.

Given at Mont-Laurier, this 17th day of May, 1948.

22417-o Le Président,
S. THIBAUT.

22417 S. THIBAUT,
President.

LES INDUSTRIES LAURENTIENNES LIMITÉE
LAURENTIAN INDUSTRIES LIMITED

LES INDUSTRIES LAURENTIENNES LIMITÉE
LAURENTIAN INDUSTRIES LIMITED

Avis de la situation du bureau principal de la Cie

Notice of situation of the Head Office of the Co.

Avis est donné que les Industries Laurentiennes Limitée — Laurentian Industries Limited, constituée en corporation par lettres patentes sous la

Notice is given that "Les Industries Laurentiennes Limitée — Laurentian Industries Limited", incorporated by letters patent under Part

première partie de la Loi des Compagnies de Québec émises le 19 avril 1948, et ayant son bureau principal dans Mont-Laurier, district de Labelle, y a établi son bureau.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la Cie comme étant son bureau principal.

Donné à Mont-Laurier, ce 26 avril 1948.
L'Avocat de "Les Industries Laurentiennes Ltée"
— "Laurentian Industries Limited",
22418-o PAUL-H. LÉVESQUE.

I of the Quebec Companies Act, issued April 19, 1948, and having its head office at Mont-Laurier, district of Labelle, has there established its office.

From and after the date of the present notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Mont-Laurier, April 26, 1948.
PAUL H. LÉVESQUE,
Attorney for "Les Industries Laurentiennes Ltée"
22418 — "Laurentian Industries Limited"

MONT-LAURIER AUTOMOBILE CIE LTÉE
MONT-LAURIER AUTOMOBILE CO. LTD.

MONT-LAURIER AUTOMOBILE CIE LTÉE
MONT-LAURIER AUTOMOBILE CO. LTD.

Avis de la situation du bureau principal de la Compagnie

Notice of situation of the Head Office of the Company

Avis est donné que la compagnie "Mont-Laurier Automobile Cie Ltée — Mont-Laurier Automobile Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes sous la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, émises le 9 mars 1948 et ayant son bureau principal dans Mont-Laurier, district de Labelle, y a établi son bureau.

Notice is given that the company "Mont-Laurier Automobile Cie Ltée — Mont-Laurier Automobile Co. Ltd.", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, issued on March 9, 1948, and having its head office at Mont-Laurier, district of Labelle, has there established its office.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Donné à Mont-Laurier, ce 17ième jour de mai 1948.

Given at Mont-Laurier, this 17th day of May, 1948.

Le Président de
"Mont-Laurier Automobile Cie Ltée"
"Mont-Laurier Automobile Co. Ltd."
22424-o S. THIBAUT.

S. THIBAUT,
President of
"Mont-Laurier Automobile Cie Ltée"
"Mont-Laurier Automobile Co. Ltd."
22424

Soumissions

Tenders

Province de Québec

Province of Quebec

VILLE DE PONT-VIAU
(COMTÉ LAVAL)

TOWN OF PONT-VIAU
(COUNTY OF LAVAL)

Soumissions pour obligations

Tenders for Bonds

Avis est par les présentes donné, que des soumissions cachetées, marquées sur l'enveloppe "Soumission pour obligations" seront reçues par le soussigné, au bureau de la Ville de Pont-Viau, 40 Blvd. Taschereau, Pont-Viau, jusqu'à cinq heures de l'après-midi le cinquième jour de juillet mil neuf cent quarante-huit (1948) pour l'achat d'un montant de \$15,200.00 d'obligations datées du premier mai 1948 et émises sous l'autorité du règlement numéro 9, le nouvel emprunt étant en renouvellement de l'échéance du 1er mai 1948.

Notice is hereby given that sealed tenders, endorsed on the envelope "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, at the office of the Town of Pont-Viau, 40 Taschereau Boulevard, until five o'clock in the afternoon, on the fifth of July, nineteen hundred and forty-eight (1948) for the purchase of \$15,200. of bonds dated the first of May 1948 and issued under authority of By-Law No. 9, the new loan being a renewal of the maturity of the 1st of May, 1948.

Ces obligations seront remboursables en dix ans, du 1er mai 1949 au 1er mai 1958, et l'intérêt payable semi-annuellement au taux n'excédant pas 3% l'an, le 1er mai et le 1er novembre de chaque année.

These bonds shall be redeemable in ten years, from the first of May 1949 to the first of May 1958, and the interest payable semi-annually at a rate not exceeding 3% per annum, on the first of May and first of November of each year.

Tableau des échéances — \$15,200.00

Année	Capital
1er mai 1949	\$400.00
1er mai 1950	500.00
1er mai 1951	500.00
1er mai 1952	500.00
1er mai 1953	600.00
1er mai 1954	600.00
1er mai 1955	600.00
1er mai 1956	700.00
1er mai 1957	700.00
1er mai 1958	10,000.00

Table for maturities — \$15,200.00

Year	Capital
1st May 1949	\$400.00
1st May 1950	500.00
1st May 1951	500.00
1st May 1952	500.00
1st May 1953	600.00
1st May 1954	600.00
1st May 1955	600.00
1st May 1956	700.00
1st May 1957	700.00
1st May 1958	10,100.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt en vertu des dispositions du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté de un (1)% du montant total de cette émission et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations, au moment de leur livraison.

Les soumissions seront prises en considération à une séance régulière du conseil, qui sera tenue le cinq (5) juillet à huit heures (8) du soir, à la salle de l'école des filles, lieu ordinaire des séances du conseil.

Le conseil ne s'engage à accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pont-Viau, Comté Laval, ce 1er jour de juin 1948.

Le Secrétaire-trésorier,
J. W. DESJARDINS.

22449-o

Province de Québec

VILLE DE COATICOOK

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et marquées "soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'au 21 juin 1948 à 4 heures de l'après-midi pour l'achat d'une émission d'obligations au montant de \$14,000, en séries 20 ans, datée du 1er mai 1948, autorisée par le règlement N° 365.

Les dites obligations porteront intérêt au choix du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée aux taux soumis n'excédant par 3% et le taux offert peut être le même pour l'émission totale ou peut varier suivant l'échéance. L'intérêt sera payable les 1er mai et 1er novembre de chaque année, suivant le tableau ci-dessous:

Tableau d'amortissement, \$14,000.00 — 20 ans

Date	Capital
1er mai 1949	\$ 500.00
1er mai 1950	500.00
1er mai 1951	500.00
1er mai 1952	500.00
1er mai 1953	500.00
1er mai 1954	500.00
1er mai 1955	500.00
1er mai 1956	500.00
1er mai 1957	500.00
1er mai 1958	500.00
1er mai 1959	500.00
1er mai 1960	500.00
1er mai 1961	1,000.00
1er mai 1962	1,000.00
1er mai 1963	1,000.00
1er mai 1964	1,000.00
1er mai 1965	1,000.00
1er mai 1966	1,000.00
1er mai 1967	1,000.00
1er mai 1968	1,000.00

Le Capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Coaticook.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair, aux dates de l'échéance de

Capital and interest shall be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date, under the provisions of chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the total amount of the loan and must specify whether the price offered includes or not accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be taken into consideration at a regular meeting of the Council, to be held, on the fifth day of July, 1948, at eight o'clock in the evening, in the hall of the Girl's School, the usual meeting place of the Council.

The Council does not bind himself to accept the highest nor any of the tenders.

Pont-Viau, County of Laval, this first day of June, 1948.

J. W. DESJARDINS,
Secretary-Treasurer.

22449-o

Province of Quebec

TOWN OF COATICOOK

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "tender for bonds" will be received by the undersigned until June 21st, 1948 at 4 o'clock P.M. for the purchase of an issue of bonds totalling \$14,000, serially 20 years, dated May 1st 1948, authorized by By-law No. 365.

That said bonds will bear interest optionally at the submitted rates not exceeding 3% and the rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturity. The interest will be payable on the 1st of May and the 1st of November of each year as follows:

Table of redemption, \$14,000.00 — 20 years

Date	Capital
May 1st 1949	\$ 500.00
May 1st 1950	500.00
May 1st 1951	500.00
May 1st 1952	500.00
May 1st 1953	500.00
May 1st 1954	500.00
May 1st 1955	500.00
May 1st 1956	500.00
May 1st 1957	500.00
May 1st 1958	500.00
May 1st 1959	500.00
May 1st 1960	500.00
May 1st 1961	1,000.00
May 1st 1962	1,000.00
May 1st 1963	1,000.00
May 1st 1964	1,000.00
May 1st 1965	1,000.00
May 1st 1966	1,000.00
May 1st 1967	1,000.00
May 1st 1968	1,000.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or Coaticook.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, at any interest payment date, under

l'intérêt, sous l'autorité du chap. 212 des S.R.Q. 1941. Cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les dates les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé, égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou non l'intérêt couru.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 21 juin 1948 à l'hôtel de Ville à 7.30 de l'après-midi ou aussitôt que le conseil pourra le faire.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Coaticook, le 27 mai 1948.

22383-23-2-o

Le Secrétaire-trésorier,
ROMUALD DUMONT.

authority of Chap. 212, of the R.S.Q. 1941. However, if said redemption be partial, it shall be in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan, and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held of June 21st, 1948 at 7.30 p.m. at the Town Hall or as soon thereafter as the Council can do so.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Coaticook, May 27, 1948.

22383-23-2-o

ROMUALD DUMONT,
Secretary-treasurer.

Vente — Loi de faillite

LOI DE FAILLITE

Canada, province de Québec, district de Montréal, No 213, Cour Supérieure. En faillite.

AVIS DE VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Dame Rose Rosenberg, épouse séparée de biens de Nathan Spinner, de Montréal et, ledit Nathan Spinner, pour autoriser sa dite épouse aux présentes, cédante autorisée, et Claude Perras, syndic autorisé.

Avis est par les présentes donné que suivant jugement rendu par MM. Beaudry & Leduc, régistrare en faillite, de la cité et district de Montréal, le 25 mai 1948, le syndic Claude Perras est autorisé à vendre par enchère publique, au bureau du Shérif à Montréal, au Palais de Justice, Montréal, JEUDI, le 8 JUILLET 1948, à 11 heures de l'avant-midi (heure avancée) les biens immobiliers suivants, savoir:

DÉSIGNATION: Un lot de terre ayant front sur l'avenue Querbes, dans le quartier St-Jean, de la Cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro huit cent treize de la subdivision du lot originaire numéro six cent trente-huit, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Laurent (No 638-813) avec bâtisses dessus construite ou en cours de construction.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble, sans aucune réserve.

Cette vente est faite conformément aux dispositions de l'article 45 de la Loi de faillite, pour la dite vente donner les effets du décret tel que pourvu au Code de procédure civile de la province de Québec.

CONDITIONS: Comptant.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la loi.

En outre, un dépôt de \$500.00 sera exigé pour défrayer les frais de la présente vente.

Pour autres renseignements, certificat de recherches et cahier des charges, s'adresser au sous-signé.

Montréal, le 28 mai 1948.

Le Syndic,
CLAUDE PERRAS.

Bureau de:

PERRAS & PERRAS,
Syndics Licenciés,
4, est, rue Notre-Dame,
Montréal.

22358-23-2-o

Sale — Bankruptcy Act

THE BANKRUPTCY ACT

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 213, Superior Court. Sitting in Bankruptcy.

NOTICE OF AUCTION SALE

In the matter of: Dame Rose Rosenberg, wife separate as to property of Nathan Spinner, of Montreal, and the said Nathan Spinner, to authorize his said wife for the purposes hereof, authorized Assignor; & Claude Perras, authorized Trustee.

Notice is hereby given that, pursuant to a judgment rendered by Messrs Beaudry & Leduc, registrar in bankruptcy, of the city and district of Montreal, on May 25, 1948, the Trustee Claude Perras is authorized to sell by public auction at the Sheriff's Office, Montreal, at the Court House, at Montreal, on THURSDAY, the 8th of JULY, 1948, at 11 o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time) the following immovable property to wit:

DESIGNATION: A lot of land fronting on Querbes Avenue, in St. Jean Ward, of the city of Montreal, known and designated under number eight hundred and thirteen of the subdivision of the original lot number six hundred and thirty-eight, of the official plan and book of reference for the parish of St. Laurent (No. 638-813) with building thereon erected or being erected.

As the whole presently subsists, with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to said immovable, without any reserve.

Said sale is made in conformity with the provisions of section 45 of the Bankruptcy Act, so as to give to the said sale the effect of a Sheriff's sale, as provided in the Code of Civil Procedure of the province of Quebec.

CONDITIONS: Cash.

In addition to the purchase price, the purchaser must pay the duties to the Government 2½% according to Law.

Moreover, a deposit of \$500 shall be required to defray the costs of the present sale.

For other information, research certificate and list of charges, apply to the undersigned.

Montreal, May 28, 1948.

CLAUDE PERRAS,
Trustee.

Office of:

PERRAS & PERRAS,
Licensed Trustees,
4, Notre Dame Street East,
Montreal.

22358-23-2

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure, district d'Arthabaska

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court, District of Arthabaska.

Arthabaska, à savoir; } ERNEST MARTEL, journalier, de St-Cyrille de Wendover, district d'Arthabaska, Demandeur vs LAURENT BEAUDET, du même lieu, Défendeur.

Arthabaska, to wit: } ERNEST MARTEL, labourer, of St-Cyrille de Wendover, district of Arthabaska, plaintiff; vs LAURENT BEAUDET, of the same place, defendant.

Comme appartenant à Laurent Beaudet;

As belonging to Laurent Beaudet:

Un terrain mesurant trente sept pieds et six pouces de largeur sur un arpent de profondeur, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Drummond, pour le canton de Simpson, comme étant la partie sud-est du lot numéro un-six (P. S. E. N° 1-6) dans le cinquième rang, avec toutes les bâtisses y érigées. Lequel terrain est borné en front au chemin de front du quatrième rang, en profondeur Julien Martel, d'un côté au sud est Conrad Courteau et de l'autre côté au nord-ouest Edouard Parent.

A lot of land measuring thirty-seven feet and six inches in width by one arpent in depth, known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference of the county of Drummond, for the township of Simpson, as being the southeast part of lot number one-six (S.E.Pt. No. 1-6), in the fifth range, with all the buildings thereon erected, Said lot of land being bounded in front by the front road of the fourth range, on the depth by Julien Martel, on one side, on the south-east by Conrad Courteau and on the other side, on the northwest by Edouard Parent.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Cyrille, comté de Drummond, le TREIZIEME jour de JUILLET 1948, à ONZE heure de l'avant-midi. (heure avancée).

To be sold at the church door of the parish of St-Cyrille, county of Drummond, on the THIRTEENTH day of JULY, 1948, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Le Shérif,

MAURICE MAHEU,

Bureau du Shérif, Arthabaska, 7 juin 1948. [Première insertion, 12 juin 1948]

Sheriff's Office, Arthabaska June 7, 1948. [First Insertion, June 12, 1948]

RIMOUSKI

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province de Québec, District de Kamouraska, N° 16727. ALEXIS DARIS, de St-Robert Bellarmin de Rimouski, défendeur.

Canada, Province of Québec, District of Kamouraska, No. 16727. ALEXIS DARIS, of St-Robert Bellarmin de Rimouski, defendant.

Partie du N° cinq-cent-vingt-et-un (P. 521) au cadastre officiel de la ville de Rimouski, maintenant connue sous le N° cinq-cent-vingt-et-un, quatre-vingt-dix-neuf, (N° 521-99) du même cadastre officiel ci-dessus, étant un terrain situé à St-Robert Bellarmin, mesurant cinquante pieds (50) de front sur quatre vingt dix pieds (90) de profondeur, le tout plus ou moins mesure anglaise, borné au nord à Ernest Dubé, à l'est à Lionel Bouillon, au sud, en front, à la rue St-Laurent et à l'ouest à l'avenue Michaud, avec bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances.

Part of number five hundred and twenty-one (Pt. 521) of the official cadastre for the Town of Rimouski, now known under number five hundred and twenty-one, ninety-nine (No. 521-99) on the aforesaid official cadastre, being a lot of land situate at St-Robert Bellarmin, measuring fifty feet (50) in front by ninety feet (90) in depth, the whole more or less, English measure, bounded on the north by Ernest Dubé, on the east by Lionel Bouillon, on the south, in front, by St-Laurent Street, and on the west by Avenue Michaud — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Cet immeuble est sujet à la rente foncière de \$18.00 par année à Octave Michaud.

The said immovable being subject to a ground rent of \$18.00 per annum payable to Octave Michaud.

Pour être vendu, à Rimouski, au bureau du shérif le 22 JUIN 1948 à DIX heures a.m. heure avancée de l'est.

To be sold, at Rimouski, in the Sheriff's Office, on the TWENTY-SECOND of JUNE, 1948, at TEN o'clock in the forenoon (Eastern Daylight Saving Time).

Le Shérif,

CHARLES GARON,

22259-21-2-o CHARLES GARON.

22259-21-2 Sheriff.

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Terris
Cour de Magistrat

District de St-Hyacinthe, } LES COMMISSAI-
N° 797 } SAIRES D'É-
COLE POUR LA MUNICIPALITÉ DE ST-
MATHIAS, corps constitué suivant la loi, ayant
sa place d'affaires dans le village de St-Mathias,
district de St-Hyacinthe, Demandeurs, vs GÉ-
RARD BRAULT, de la paroisse de St-Mathias,
comté de Rouville, district de St-Hyacinthe,
défendeur,

Comme appartenant au défendeur:

Un certain lot de terre connu et désigné comme
étant partie du lot de terre numéro cent-dix
(partie 110) aux plan et livre de renvoi officiels
de la paroisse de Saint-Mathias, dans le comté
de Rouville, mesurant soixante pieds (60) par
trois cents pieds (300), plus ou moins, mesure
anglaise, et borné en front, au nord-ouest, par le
chemin du bord de l'eau, d'un côté, au sud-ouest
par le lot numéro cent neuf et partie du lot nu-
méro cent huit, et en arrière, au sud-est et au
nord-est, par partie du lot numéro cent dix, le
tout avec bâtisses et dépendances y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de Saint-Mathias, comté de Rouville, district
de St-Hyacinthe, le DIX-SEPTIEME jour de
JUILLET 1948, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du shérif, RICHARD BOUSQUET,
St-Hyacinthe, le 9 juin 1948. 22438-24-2-0
[Première insertion, 12 juin 1948]

TERREBONNE

Canada, Province de Québec
Cour Supérieure

District de Terrebonne } GÉRARD SIMARD
N° 9713 } et SYLVIO SI-
MARD, tous deux de St-Jérôme, et y faisant af-
faire ensemble, comme garagistes et vendeurs,
sous les noms et raisons sociale de Simard Auto-
mobile Enregistré, demandeurs vs WILLIAM
GRIMES, cultivateur de la paroisse de St-Co-
lomban, district de Terrebonne, défendeur.

Les lots de terre connus et désignés au plan et
livre de renvoi officiels faits pour la paroisse de
St Colomban, sous les numéros 130, 131 et 132 du
cadastre fait pour la dite paroisse.

Pour être vendus en bloc au bureau du Shérif,
au Palais de Justice, dans la Ville de St-Jérôme
MERCREDI le 14 JUILLET 1948 à 10 heures
de l'avant midi, en vertu d'un jugement de l'Hon-
orable juge Gérald Fauteux en date du 18
février 1948.

Le Shérif,

Bureau du shérif, ALBERT FOURNELLE,
St-Jérôme, 8 juin 1948. 22439-24-2-0
[Première insertion, 12 juin 1948]

Département du Travail

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du
Travail donne avis par les présentes, que le
Comité paritaire de la construction du comité
de Terrebonne, établi en exécution du décret
numéro 657, du 13 mai 1948, a été autorisé par

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Terris
Magistrate's Court

District of St-Hyacinthe } LES COMMISSAI-
No. 797 } RES D'ÉCOLE
POUR LA MUNICIPALITÉ DE ST-MATHIAS
a body politic and corporate, having its office in
the village of St-Mathias, district of St-Hyacin-
the, Plaintiffs, vs GÉRARD BRAULT, of the
Parish of St-Mathias, county of Rouville, dis-
trict of St-Hyacinthe, defendant,

As belonging to the defendant:

A certain lot of land known and designated as
being a part of the lot of land number one hun-
dred and ten (Part 110) on the official plan and
in the book of reference for the parish of St-
Mathias, in the county of Rouville, measuring
sixty feet (60) by three hundred feet (300) more
or less, English measure, and bounded: in front
to the northwest, by the road bordering the water
(chen in du bord de l'eau), on one side to the south-
west by the lot number one hundred and nine
and a part of lot number one hundred and eight,
and in rear, to the southeast and to the north-
east by a part of lot number one hundred and
ten, the whole with buildings and dependencies
thereon erected.

To be sold at the parochial church door of
St-Mathias, county of Rouville, district of St-
Hyacinthe, on the SEVENTENTH day of JULY
1948, at TEN o'clock in the fore-noon.

RICHARD BOUSQUET,

Sheriff's Office Sheriff.
St-Hyacinthe, June 9th 1948. 22438-24-2-0
[First insertion, June 12, 1948]

TERREBONNE

Canada, Province of Quebec
Superior Court

District of Terrebonne } GÉRARD SIMARD
No. 9713 } and SYLVIO SI-
MARD, both of the Town of St-Jérôme, and
there doing business together, as garage keepers
and dealers, under the firm name of Simard
Automobile Registered, plaintiffs; vs WILLIAM
GRIMES, farmer, of the parish of St Colomban,
district of Terrebonne, defendant.

The lots of land known and designated on
the official plan and in the book of references made
for the Parish of St Colomban, under numbers
130, 131 and 132 of the cadastre made for said
Parish.

To be sold "en bloc", at the Sheriff's Office in
the Court House in the Town of St-Jérôme on
WEDNESDAY JULY the 14th 1948 at 10 o'clock
in the morning, pursuant to a judgment of Hon-
orable Justice Gérald Fauteux, dated february the
18th 1948.

ALBERT FOURNELLE,

Sheriff's Office, Sheriff.
St-Jérôme, June 8th, 1948. 22439-24-2-0
[First insertion, June 12, 1948]

Department of Labour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister
of Labour, hereby gives notice that the Build-
ing Industry Joint Committee of Terrebonne
County, formed under decree No. 657 of May
13, 1948, has been authorized by a by-law ap-

règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 812, du 3 juin 1948, section "D", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la Gazette officielle de Québec au 31 mars 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels assujettis au décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% des salaires et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré dans leur métier.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur salaire et pourcentage.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports, accompagnés des cotisations, soient remplis et retournés mensuellement au comité paritaire avant le 5 du mois suivant l'expiration de la période pour laquelle ils sont exigibles.

Tous les employeurs professionnels régis par le décret doivent percevoir à la fin de chaque semaine, les cotisations imposées aux salariés régis par le décret, à même le salaire qu'ils sont tenus de leur payer et les faire parvenir au comité paritaire en même temps que leurs propres cotisations.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec la loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de la Construction du comté de Terrebonne, pour la période comprise entre le 22 mai 1948 et le 31 mars 1949.

COMITÉ PARITAIRE DE LA CONSTRUCTION
DU COMTÉ DE TERREBONNE

Recettes et dépenses probables pour la période comprise entre le 22 mai 1948 et le 31 mars 1949.

Recettes:
Cotisations (1/2 de 1%):
Employeurs professionnels. \$ 6,249.00

proved by Order-in-Council No. 812 of June 3, 1948 part "D", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the Quebec Official Gazette to March 31, 1949; it is laid in the following manner;

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of the wages and of the percentages paid to their employees.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of the lowest wage rate fixed in the decree for journeymen in their trade.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of their regular wages and of their percentage.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week, and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see to it that the reports, together with the assessments, be sent to the Parity Committee before the 5th day of the month following the date of expiration of the period for which they are requireable.

The professional employers governed by the decree shall collect, at the end of each week, the assessments of the employees governed by the decree, and send same, together with their own assessments, to the Parity Committee.

The report of this professional employers shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Industry Joint Committee of Terrebonne County for the period comprised between May 22, 1948, and March 31, 1949.

THE BUILDING INDUSTRY JOINT COMMITTEE
OF TERREBONNE COUNTY

Probable receipts and disbursements for the period comprised between April 1st, 1947, and March 31, 1948.

Receipts:
Assessments (1/2 of 1%):
Professional employers. \$ 6,249.00

Salariés.	6,249.00	Employees.	6,249.00
Certificats de qualification.	890.00	Certificates of competency.	890.00
Artisans.	800.00	Artisans.	800.00
Placements.	30.00	Investments.	30.00
	<hr/>		<hr/>
	\$14,218.00		\$14,218.00
 <i>Dépenses:</i>		 <i>Expenses:</i>	
Secrétaire-trésorier et assistant.	\$ 1,350.00	Secretary-treasurer and assistant.	\$ 1,350.00
Inspecteurs:		Inspectors:	
salaires et frais de déplacement.	5,125.00	salary and travelling expenses.	5,125.00
Jetons de présence et frais de déplacement des délégués.	1,499.00	Meeting and travelling expenses of delegates.	1,499.00
Loyer.	410.00	Rent.	410.00
Poste et téléphone.	206.00	Postage and Telephone.	206.00
Frais légaux.	810.00	Legal charges.	810.00
Impression et papeterie.	230.00	Printing and stationery.	230.00
Agios et échange.	82.00	Agio and exchange.	82.00
Vérification.	83.00	Audition.	83.00
Bureaux des examinateurs.	\$ 3,848.00	Board of examiners.	3,848.00
Assurance-chômage.	25.00	Unemployment insurance.	25.00
Ameublement et divers.	550.00	Furniture and miscellaneous.	550.00
	<hr/>		<hr/>
	\$14,218.00		\$14,218.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 juin 1948. 22444-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 12, 1948. 22444-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille, dont le siège social est situé à Montréal, établi en exécution du décret numéro 660, du 13 mai 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 812, du 3 juin 1948, section "C", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* jusqu'au 1er mars 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/8 de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations qu'ils versent aux employés régis par le décret numéro 660.

b) Tous les artisans assujettis au décret numéro 660 doivent également payer au comité paritaire 1/8 de 1% du salaire gagné par eux dans l'exécution du travail régi par ledit décret.

c) Les salariés régis par le décret numéro 660 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/8 de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire, met à la disposition des employeurs professionnels des formules indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine, et les sommes dues au comité

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry whose corporate seat is in Montreal, established under decree number 660 of May 13, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 812 of June 3, 1948, part "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy shall extend from the date of publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette* to the 1st of March 1949 and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the Decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/8 of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to Decree number 660.

b) All the artisans subject to Decree number 660 must also pay to the Parity Committee 1/8 of 1% of the wages earned by them for work governed by said Decree.

c) The employees governed by the said Decree number 660 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/8 of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses, allocations.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums due to the Parity

paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des prélèvements doit être adressé au comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mai, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille pour la période se terminant le 1er mars 1949.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA FABRICATION DE MÉTAL EN FEUILLE
655, Immeuble New Birks
Montréal.

État des recettes et des déboursés requis par le Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille pour la mise à exécution du décret numéro 660. Période du 1er juin, 1948, au 1er mars 1949.

Recettes

Cotisations des employeurs professionnels.....	\$4,500.00
Cotisations des salariés.....	4,500.00
	<hr/>
	\$9,000.00

Déboursés

Comité paritaire des matériaux de construction (services à \$500.00 par mois).....	\$4,500.00
Auditeur.....	175.00
Secrétaire-trésorier.....	315.00
Frais légaux.....	960.00
Impression et papeterie.....	345.00
Frais de déplacement.....	600.00
Divers et dépenses imprévues.....	180.00
Jetons de présence.....	1,215.00
Dépenses de bureau et divers.....	710.00
	<hr/>
	\$9,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 juin 1948. 22443-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire du Commerce de détail des Cantons de l'Est, établi en exécution du décret numéro 2331, du 17

Committee. The professional employer shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of everyone of his employees the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact sworn reports every time it shall deem it advisable.

The report together with levies shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of the period for which the said report is requirable.

3. Financial report

According to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry, for the period ending March 1st 1949.

JOINT COMMITTEE OF THE SHEET METAL, FABRICATING INDUSTRY
655, New Birks Building,
Montreal.

Estimate of receipts and disbursements required by the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry for the administration of Decree number 660. Period from June 1st, 1948 to March 1st, 1949.

Receipts:

Levies from professional employers.....	\$4,500.00
Levies from employees.....	4,500.00
	<hr/>
	\$9,000.00

Disbursements:

Building Materials Joint Committee (Services at \$500.00 per month) ..	\$4,500.00
Auditor.....	175.00
Secretary-Treasurer.....	315.00
Legal Expenses.....	960.00
Printing and Stationery.....	345.00
Traveling Expenses.....	600.00
Unforeseen expenses and sundries. . .	180.00
Attendance fees.....	1,215.00
Office expenses and miscellaneous....	710.00
	<hr/>
	\$9,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 12, 1948. 22443-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941), chapter 163 and amendments, that the Eastern Townships Retailers' Joint Committee established under decree number 2331, of June 17, 1940, and amendments, and entrusted with the admi-

juin 1940, et amendements, et chargé de surveiller l'application des décrets numéros 3516, du 21 septembre 1944 et 2861, du 17 juillet 1946, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 812 du 3 juin 1948, section "A", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis auxdits décrets, suivant la méthode et le taux ci-après :

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er juin 1948 au 1er juin 1949. Toutefois, si l'un des décrets ci-haut mentionnés expire ou est abrogé avant le 1er juin 1949, les dispositions du présent règlement cesseront de s'appliquer aux employeurs professionnels, artisans et salariés assujettis audit décret. Cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné :

a) Les employeurs professionnels régis par lesdits décrets doivent verser au comité paritaire une somme équivalente de $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes, boni et pourcentage payés à leurs salariés assujettis auxdits décrets.

b) Les artisans (les propriétaires d'établissements qui n'ont pas d'employés ou salariés) régis par lesdits décrets, doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le salarié :

i. Le moins rémunéré, soit \$8.00 par semaine dans les territoires régis par les décrets numéros 2331 et 3516.

ii) Moyennement rémunéré, soit \$20.00 par semaine dans le territoire régi par le décret numéro 2861.

c) Les salariés assujettis auxdits décrets doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, boni et pourcentages.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire peut mettre à la disposition des employeurs professionnels régis par lesdits décrets des formules de rapport sur lesquelles doivent être inscrits les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à leur emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé ainsi que les sommes qui doivent être versées au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit percevoir à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire et les remettre lui-même audit comité.

Le comité paritaire exige que le rapport de l'employeur professionnel, dûment signé et accompagné des cotisations, de même que les cotisations des artisans ou des salariés, suivant le cas, lui soient remis à son siège social, 29 rue Gordon, Sherbrooke, Qué., dans les dix premiers jours de chaque mois.

Le comité paritaire a le droit et le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes : 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

administration of decrees number 3516 of September 21, 1944 and 2861 of July 17, 1946 has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 812 of June 3, 1948, part "A" to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decrees according to the following method and rate.

1. Assessments

The period of assessments extends from June 1 1948, to June 1, 1949. However, should one of the decrees above mentioned expire or be repealed before June 1, 1949, the provisions of the present by-law shall cease to apply to the professional employers, artisans and employees governed by the said decree. Such assessments shall be applied as follows:

a) The professional employers governed by the said decrees shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the fixed wages and of the bonuses and percentages paid to their employees governed by the said decrees.

b) The artisans (owners of establishments having no employees) governed by the said decrees shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages established for the employee.

i) receiving the lowest pay, \$8.00 per week, in the territories covered by the decrees 2331 and 3516.

ii) averagely remunerated, in respect of the territory covered by the decree number 2861 i.e.: \$20.00 per week.

c) The employees governed by the said decrees shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages bonuses and percentages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee may supply the professional employers governed by the said decrees with report forms on which shall be inscribed: the name in full and address of every employee in their employ, the employee's competency, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid, as well as the sums to be forwarded to the Parity Committee.

The professional employer shall collect from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee and remit same himself to the said Committee.

The Parity Committee requires every report of the professional employer to be signed and accompanied by his assessments, as well as the assessments of the artisans or employees as the case may be and forwarded to its office, 29 Gordon st., Sherbrooke, within the first ten (10) days of each month.

The Parity Committee has the right and power to exact sworn reports when it deems it advisable.

3. Financial report

In pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30, and December 31.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés du Comité paritaire du Commerce de détail des Cantons de l'Est pour la période comprise entre le 1er juin 1948 et le 1er juin 1949.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Eastern Townships Retailers' Joint Committee for the period comprised between June 1, 1948, and June 1, 1949.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL
DES CANTONS DE L'EST

EASTERN TOWNSHIPS RETAILERS' JOINT
COMMITTEE

Etat des revenus et des dépenses probables du 1er juin 1948 au 1er juin 1949.

Estimate of the receipts and expenses from June 1st, 1948, to June 1st, 1949.

Revenus probables :

Décret numéro 2331 (Sherbrooke):
Cotisations de 1/2 de 1% des employeurs professionnels, des artisans et des salariés. \$1,300 00
Divers. 50 00

\$1,350 00

Probable receipts:

Decree number 2331 (Sherbrooke):
Assessments of 1/2 of 1% — professional employers artisans and employees. \$1,300.00
Miscellaneous. 50.00

\$1,350.00

Décret numéro 3516 (Windsor):
Cotisations de 1/2 de 1% des employeurs professionnels, des artisans et des salariés. 416 00

416 00

Decree number 3516 (Windsor):
Assessments of 1/2 of 1% — professional employers artisans and employees. 416.00

416.00

Décret numéro 2861 (Richmond):
Cotisations de 1/2 de 1% des employeurs professionnels, des artisans et des salariés. 500 00

500 00

\$2,266 00

Decree number 2861 (Richmond):
Assessments of 1/2 of 1% — professional employers, artisans and employees. \$ 500.00

500.00

\$2,266.00

Dépenses probables :

Décret numéro 2331 (Sherbrooke):
Salaires et frais d'administration \$1,144 00
Déplacement 206 00

1,350 00

Probable expenses:

Decree number 2331 (Sherbrooke):
Salaries and administration expenses \$1,144.00
Travelling. 206.00

1,350.00

Décret numéro 3516 (Windsor):
Frais d'administration. 390 00
Déplacement et divers 26 00

416 00

Decree number 3516 (Windsor):
Administration expenses. 390.00
Travelling and miscellaneous. 26.00

416.00

Décret numéro 2861 (Richmond):
Frais d'administration. 390.00
Déplacement et divers 110.00

500.00

\$2,266.00

Decree number 2861 (Richmond):
Administration expenses. 390.00
Travelling and miscellaneous. 110.00

500.00

\$2,266.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY,
Ministère du Travail,
Québec, le 12 juin 1948. 22445-0

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour,
Department of Labour,
Quebec, June 12, 1948. 22445-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction pour les comtés de Drummond, Arthabaska et la ville de Nicolet, établi en exécution du décret numéro 658, du 13 mai 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 812, du 3 juin 1948, section "E", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des sala-

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee for the counties of Drummond, Arthabaska and the town of Nicolet, established under decree number 658 of May 13, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 812 of June 3, 1948, part "E", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said

riés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après décrits:

decree, according to the method and rate hereafter described:

1. *Cotisation*

1. *Assessments*

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 31 mars 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to March 31, 1949; such levy shall apply as follows:

a) Tous les employeurs professionnels de l'industrie de la construction assujettis au décret numéro 658 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

a) Every professional employer of the construction industry governed by the decree number 658 shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) Tous les salariés de l'Industrie de la construction régis par ledit décret numéro 658 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

b) Every employee of the construction industry governed by the said decree, number 658, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of his remuneration.

2. *Mode de perception*

2. *Mode of collection*

L'employeur professionnel doit faire parvenir ses cotisations mensuellement au comité paritaire.

The professional employer shall forward his assessments every month to the Parity Committee.

L'employeur professionnel doit percevoir les cotisations des salariés à même le salaire qu'il est tenu de leur payer et en faire remise au comité paritaire en même temps que sa propre cotisation.

The professional employer shall collect the assessments of his employees from the wages payable to them and forward same to the Parity Committee together with his own assessments.

Sur refus d'un employeur professionnel de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

Should a professional employer refuse to pay his assessments or to give the necessary information, five (5) days' notice shall be given to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Rapport financier*

3. *Financial report*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire de l'Industrie de la Construction pour les comtés de Drummond, Arthabaska et la ville de Nicolet pour la période comprise entre le 1er juin 1948 et le 31 mars 1949.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trades Joint Committee for the counties of Drummond, Arthabaska and the town of Nicolet for the period between June 1, 1948 and March 31, 1949.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION POUR LES COMTÉS DE DRUMMOND, ARTHABASKA ET LA VILLE DE NICOLET (Siège Social) DRUMMONDVILLE, P.Q.

THE BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE FOR THE COUNTIES OF DRUMMOND, ARTHABASKA AND THE TOWN OF NICOLET (Corporate seat) DRUMMONDVILLE, P.Q.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juin 1948 et le 31 mars 1949.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between June 1, 1948 and March 31, 1949.

Recettes

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$3,000.00
Salariés	3,000.00
Honoraires d'examen	150.00
	<hr/>
	\$6,150.00

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers	\$3,000.00
Employees	3,000.00
Examination fees	150.00
	<hr/>
	\$6,150.00

Déboursés

Salaires:	
Secrétaire-trésorier	\$1,200.00
Inspecteur	2,080.00
additionnel et temporaire	600.00
Frais de déplacement	1,000.00
Papeterie, poste, téléphone, etc.	150.00
Jetons de présence aux membres du comité	600.00
Inspecteur: certificat de qualification	200.00

Disbursements:

Salaries:	
Secretary-treasurer	\$1,200.00
Inspector	2,080.00
Occasional and additional inspector	600.00
Travelling expenses	1,000.00
Stationery, postage, telephone, etc.	150.00
Meeting expenses	600.00
Inspector: certificate of competency	200.00

Frais judiciaires, dépenses diverses et
imprévues..... 320.00
\$6,150.00

Judicial fees, general and unforeseen
expenses. 320.00
\$6,150.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 juin 1948. 22453-o

Department of Labour,
Québec, June 12, 1948. 22453-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements généraux du Comité conjoint de l'Industrie de la Fabrication du Métal en Feuille, établi en exécution du décret numéro 660 du 13 mai 1948, et dont le siège social est situé à Montréal, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 813 du 3 juin 1948, section "A".

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and the general by-laws of the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry, formed under decree number 660 of May 13, 1948, and whose corporate seat is in the city of Montreal, have been approved by Order-in-Council number 813 of June 3rd, 1948, part "A".

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 juin 1948. 22400-o

Department of Labour,
Québec, June 12, 1948. 22400-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements généraux du Comité paritaire de la Construction du comté de Terrebonne, établi en exécution du décret numéro 657 du 13 mai 1948, et dont le siège social est situé à St-Jérôme, comté de Terrebonne, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 813 du 3 juin 1948, section "C".

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and the general by-laws of the Building Industry Joint Committee of Terrebonne County, established under decree number 657 of May 13, 1948, and whose corporate seat is in St. Jérôme, county of Terrebonne, have been approved by Order in Council number 813 of June 3, 1948, part "C".

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 juin 1948. 22401-o

Department of Labour,
Québec, June 12, 1948. 22401-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 2246 du 27 août 1941, et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse de la cité de Hull et la ville de Buckingham et un rayon de dix (10) milles de leurs limites:

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 2246 of August 27, 1941, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the city of Hull and the town of Buckingham and a radius of ten (10) miles from their limits:

Le prix minimum pour la barbe dans la zone I mentionné à l'article V, sera porté de \$0.30 à \$0.35.

The minimum price for a shave in zone I, mentioned in section V, will be increased from \$0.30 to \$0.35.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

Le Sous-Ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 juin 1948. 22431-o

Department of Labour,
Québec, June 12, 1948. 22431-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 749, du 27 mai 1948, relatif aux métiers de plombiers et poseurs d'appareils de chauffage dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle et Témiscamingue:

1° Remplacer le paragraphe "a" de l'article II par le suivant:

"a) *Jurisdiction territoriale:* La juridiction territoriale du présent décret comprend les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle et Témiscamingue.

Pour les fins d'application du présent décret, cette juridiction territoriale est divisée en deux zones, comme suit:

Zone I: La Cité de Hull et le territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de ses limites;

Zone II: Le reste de la juridiction territoriale."

2° Remplacer l'échelle de salaires apparaissant au paragraphe "a" de l'article III par la suivante:

"Métiers:	Taux horaires	
	Zones	
	I	II
Maître-plombier (services personnels).....	\$2.40	\$2.00
Compagnon senior.....	1.45	1.05
Compagnon junior:		
Premier semestre.....	0.85	0.75
Deuxième semestre.....	1.00	0.85
Soudeur-mécanicien.....	1.45	1.05
Soudeur.....	1.10	0.90
Apprenti:		
Première année.....	0.35	0.35
Deuxième année.....	0.45	0.45
Troisième année.....	0.55	0.55
Quatrième année.....	0.65	0.65"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 juin 1948. 22432-0

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements généraux du Comité paritaire de l'Industrie de la Construction pour les comtés de Drummond, Arthabaska et la ville de Nicolet, établi en exécution du décret numéro 658 du 13 mai 1948, et dont le siège social est situé à Drummondville, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 813 du 3 juin 1948, section "D".

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 juin 1948. 22402-0

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 749 of May 27, 1948, relating to the plumbing and steamfitting trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle and Témiscamingue:

1. Subsection "a" of section II will be replaced by the following:

"a) *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present decree comprises the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle and Témiscamingue.

For the purposes of enforcement of the present decree, this territorial jurisdiction is divided into two zones, as follows:

Zone I: The City of Hull and the territory comprised in a radius of ten (10) miles from its limits;

Zone II: The remainder of the territorial jurisdiction."

2. The wage scale in subsection "a" of section III will be replaced by the following:

"Trades:	Hourly rates	
	Zones	
	I	II
Master plumber (personal services).....	\$2.40	\$2.00
Senior journeyman.....	1.45	1.05
Junior journeyman:		
First six months.....	0.85	0.75
Second six months.....	1.00	0.85
Welding-mechanic.....	1.45	1.05
Welder.....	1.10	0.90
Apprentice:		
First year.....	0.35	0.35
Second year.....	0.45	0.45
Third year.....	0.55	0.55
Fourth year.....	0.65	0.65"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 12, 1948. 22432-0

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and the general by-laws of the Building Trades Joint Committee for the Counties of Drummond, Arthabaska and the town of Nicolet, established under decree number 658 of May 13, 1948, and whose corporate seat is in Drummondville, have been approved by Order in Council number 813 of June 3, 1948, part "D".

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 12, 1948. 22402-0

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Jurisdiction: a) Jurisdiction territoriale:* La juridiction territoriale comprend les districts judiciaires de Kamouraska, Montmagny, Beauce, Arthabaska, St-François, Nicolet, Québec, Trois-Rivières, Roberval, Chicoutimi, Saguenay.

b) *Jurisdiction industrielle:* La Jurisdiction industrielle du décret comprendra la fabrication des boîtes de carton, des boîtes faites d'imitation de bois, faites en partie ou finies avec papier ou carton, et de toutes autres boîtes à base de fibre, pulpe ou papier non gaufré. Toutefois le décret ne régira pas la fabrication des boîtes de carton gaufré, ni la fabrication des boîtes de bois et carton, si le carton est utilisé comme matière accessoire. Le Comité Paritaire s'en rapportera à la classification de la Commission des Accidents du Travail qui doit déterminer, pour fins de cotisation, si une industrie est essentiellement engagée dans la fabrication de la boîte de bois ou dans celle de la boîte de carton.

c) *Jurisdiction professionnelle:* Le décret ne régira que les salaires pour lesquels un taux de salaire est déterminé dans les articles spécifiant les taux de salaires minima ainsi que les salariés des métiers de l'imprimerie travaillant dans l'industrie de la boîte de carton.

II. *Définitions:* Pour les fins d'application du décret, les mots suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le mot "contremaître" ou "contremaitresse" désigne toute personne qui transmet les ordres de l'employeur, distribue l'ouvrage, surveille les travaux et travaille elle-même le métier.

b) Les mots "assistant-contremaître" désignent toute personne qui transmet les ordres du contremaître, distribue l'ouvrage et surveille les travaux en l'absence du contremaître ou sous ses ordres.

c) Le mot apprenti "désigne tout salarié qui apprend l'une ou l'autre des opérations régies par le décret.

d) Le terme "travailleuse-à-la-main-spécialisée" désigne toute salariée qui possède la compétence particulière requise et exécute les opérations suivantes: confection de boîtes à tablettes, boîtes à documents, boîtes d'étalage pour articles de toilette, habillage de couvercles et de boîtes à la main.

e) Le terme "travailleuse-à-la-main-ordinaire" désigne toute salariée qui aide aux salariées désignées dans le paragraphe précédent.

f) Il doit y avoir au moins une travailleuse-à-la-main-spécialisée dans chaque atelier où il y a travail à la table.

g) Le terme "préposé au paquetage" désigne toute salariée qui fait l'attachage ou le paquetage des boîtes solides.

h) Le mot "expéditeur" désigne tout salarié qui a la responsabilité de l'expédition et de la réception des marchandises.

i) Les mots "mécaniciens de machines fixes" et "chauffeurs" désignent tout salarié régi par la loi des Mécaniciens de Machines Fixes (S.R.Q. 1941, Ch. 178).

j) Le terme "aide-de-manufacture" désigne tout salarié préposé à la fabrication des caisses à claire-voie (crates) pour expédition, aidant aussi aux salariés des autres départements lorsqu'il y a accumulation, et exécutant divers autres travaux d'urgence ou d'entretien.

k) "Mécanicien de Guillotine", il doit y avoir au moins un mécanicien de guillotine de première

industry and the trades concerned according to the following conditions:

1. *Jurisdiction: a) Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction comprises the judicial districts of Kamouraska, Montmagny, Beauce, Arthabaska, St. François, Nicolet, Québec, Trois-Rivières, Roberval, Chicoutimi, Saguenay.

b) *Industrial jurisdiction:* The industrial jurisdiction of the decree shall comprise the manufacturing of paper boxes, of wood-imitation boxes, partly made or completed with paper or cardboard, and of all other fibre, pulp or paper boxes made of uncorrugated material. However, the decree will neither apply to the manufacturing of corrugated paper boxes nor to the manufacturing of wood and paper boxes when the paper is used as accessory material. The Parity Committee shall abide by the classification of the Workmen's Compensation Commission which determines, for levy purposes, whether an industry is essentially engaged in the manufacturing of wooden boxes or in that of paper boxes.

c) *Professional jurisdiction:* The decree shall apply only to the employees for which a wage rate is established in sections stipulating minimum wage rates, and to the employees of the printing trades working in the paper box industry.

II. *Definitions:* For the purposes of enforcement of the decree, the following words shall have the meaning hereafter given to them:

a) The words "foreman" or "foreladies" mean any person transmitting orders from the employer, dividing the work, supervising operations and performing trade work.

b) The words "assistant-foreman" or "assistant foreladies" mean any person generally assisting the foreman, seeing to the proper carrying out of the latter's orders and, also, performing trade work.

c) The word "apprentice" designates one learning either of the trades governed by the decree.

d) The words "specialized female hand worker" mean any employee specially competent in making shelf boxes, document boxes, display boxes for toilet articles, box and cover dressings, and executing such work.

e) The words "ordinary female hand worker" mean any employee helping those mentioned in the foregoing subsection.

f) There should be one "specialized female hand worker" in every plant where table work is required.

g) The word "pacher" designates any employee committed to the tying or paching of solid boxes.

h) The word "shipper" means any employee committed to the shipping and receiving of goods.

i) The words "stationary engineman" and "fireman" mean any person governed by the Stationary Enginemen's Act (R.S.Q., 1941, c. 178).

j) The words "general helper" mean any person committed to the manufacturing of shipping crates and who helps the employees of other departments in cases of excess of work and does other urgent or maintenance work.

k) "Cutters on knife". There should be at least one first class cutter on knife in every plant,

classe dans chaque atelier; les autres peuvent être de deuxième class.

l) Le mot "machiniste" désigne tout employé reconnu comme mécanicien et travaillant exclusivement à la réparation des machines.

III. *Salaires minima*: Le salaire minima des salariés affectés à la fabrication des boîtes, des chauffeurs de bouilloires, des mécaniciens de machines fixes et des salariés préposés à l'expédition, à la livraison, à l'entretien ou à la réparation des immeubles et machines est le suivant pour les catégories ci-après:

Travail régulier: Les taux de salaires minima sont les suivants:

a) *Salariées:*

	Taux horaires
Contremaître	\$0.52
Travailleuse-à-la-main-spécialisée	0.50
Travailleuse-à-la-main-ordinaire	0.41
Opératrice de machine à poser les dessus	0.43
Opératrice de machine "Stokes & Smith"	0.45
Opératrice de machine à couvrir	0.43
Opératrice de machine à renforts	0.43
Opératrice de gommeuse filée à la main	0.41
Opératrice de machine Redington	0.45
Piqueuse à la machine	0.43
Fileuse de machine automatique à collet	0.41
Opératrice de tout autre machine non mentionnée	0.41
Préposé au paquetage	0.41
Préposé à l'assemblage des divisions	0.35
Éplucheuse	0.35
Rabatteuse et plieuse	0.35

Apprenties dans les classifications ci-dessus:
 1er semestre: 20% de moins que la classification régulière.
 2ème semestre: 10% de moins que la classification régulière.

Autres employées 0.29

b) *Salariés:*

Contremaître	\$0.98
Assistant-contremaître	0.81
Opérateur de Marqueur-Mitrailleuse	0.77
Opérateur de monteuse, simple et double	0.66
Bobineur	0.61
Presseur de rebuts	0.59
Opérateur d'export-pièces	0.53
Faiseur de matrice	0.87
Assistant-faiseur de matrice	0.61
Pressier—presse-cylindre à découper	0.74
Fileur—presse-cylindre à découper	0.60
Pressier—presse Colt à découper	0.69
Fileur—presse Colt à découper	0.60
Pressier—colleuse Brightwood	0.73
Fileur—colleuse Brightwood	0.52
Opérateur de machine à quatre coins	0.73
Fileur de machine à quatre coins	0.52
Opérateur de Guillotine, 1ère classe	0.73
Opérateur de Guillotine, 2ème classe	0.63
Opérateur de machine à coller	0.81
Machiniste (contremaître)	0.87
Machiniste	0.77
Expéditeu	0.72
Préposé à la circulaire (scie)	0.61
Chauffeur de camion	0.69
Aide de manufacture	0.64
Aide chauffeur de camion	0.40

Apprentis dans les classes ci-dessus:
 1er semestre: 20% de moins que la classification régulière.
 2ème semestre: 10% de moins que la classification régulière.

the others may be of second class.

l) The word "machinist" means any employee known as mechanic and committed exclusively to the repair of machines.

III. *Minimum wage rates*: The minimum wages of the employees working in the manufacturing of boxes, of boiler firemen, stationary enginemen, those working in the shipping and delivery departments, building and machinery repair and maintenance men, shall be the following for the respective categories of hereinafter mentioned:

Regular work: The following shall be the minimum wage rates:

a) *Female Employees:*

	Hourly rates
Forelady	\$0.52
Specialized hand worker	0.50
Ordinary hand worker	0.41
Top-piece machine operator	0.43
Stokes and Smith machine operator	0.45
Covering machine operators	0.43
Staying machine operator	0.43
Hand-led table gummer	0.41
Redington machine operator	0.45
Stitcher	0.43
Automatic glueing machine operator	0.41
Operator of any other machine not mentioned	0.41
Packer	0.41
Assembler	0.35
Stripper	0.35
Folder	0.35

Apprentices on above mentioned operations:
 1st six months, 20% less than the regular classification.
 2nd six months, 10% less than the regular classification.

Other help 0.29

b) *Male Employees:*

Foreman	0.98
Assistant-foreman	0.81
Scorer	0.77
End piece operator, single and double	0.66
Slitter operator	0.61
Bale press operator	0.59
Punch operator	0.53
Die maker	0.87
Assistant die maker	0.61
Cylinder box press operator	0.74
Cylinder box press feeder	0.60
Colt press operator	0.69
Colt press feeder	0.60
Brightwood operator	0.73
Brightwood feeder	0.52
Four-corner machine operator	0.73
Four-corner machine feeder	0.52
Cutter on knife first class	0.73
Cutter on knife second class	0.63
Automatic glueing machine operator	0.81
Machinist (foreman)	0.87
Machinist	0.77
Shipper	0.72
Circular saw operator	0.61
Truck driver	0.69
General Helper	0.64
Truck driver's helper	0.40

Apprentices on above mentioned operations:
 1st six months, 20% less than the regular classification.
 2nd six months, 10% less than the regular classification.

Mécaniciens de machines fixes:

2ème classe	\$0.84
3ème classe	0.73
4ème classe	0.69
Chauffeur	0.56
Autres salariés	0.38

*IV. Dispositions relatives aux heures de travail:**a) La semaine normale de travail est:*

1. Pour les salariés de l'Industrie de la boîte de carton de cinquante (50) heures réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. les cinq premiers jours de la semaine, et de 7.00 a.m. à midi le samedi.

2. Pour les mécaniciens de machines fixes et les chauffeurs, de soixante (60) heures réparties sur toute la semaine.

b) Equipe de nuit: Les heures de travail de l'équipe de nuit sont réparties entre les heures de la fin et du commencement du travail de l'équipe de jour, les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis.

V. Travail supplémentaire:

Tout travail supplémentaire exécuté en-dehors des heures prévues à l'alinéa "1" du paragraphe "a" de l'article IV ainsi que celui fait en surplus de la semaine normale établie à l'article IV, est considéré comme travail supplémentaire aux fins du décret et doit être payé au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier.

VI. Travail de nuit:

L'équipe de nuit doit être rémunérée sur la base de vingt pour cent (20) pour cent de plus que le taux du salaire régulier et toute rémunération pour travail supplémentaire doit comprendre ce vingt pour cent (20%) pour travail supplémentaire doit comprendre ce vingt pour cent (20%).

VII a) Les salaires plus élevés que ceux stipulés à l'article III, actuellement payés à des salariés, ne peuvent être diminués durant l'existence du décret, à condition toutefois que le salarié garde le même emploi et assume les mêmes obligations.

b) Le salaire doit être payé au salarié toutes les semaines en deniers ayant cours légal dans cette Province. Il doit lui être payé dans une enveloppe scellée sur laquelle sont inscrits ses nom et prénoms, la date de la semaine, le nombre d'heures rémunérées, le taux du salaire horaire, le montant contenu dans l'enveloppe; celle-ci doit être initialement par la personne qui a fait la paye.

c) Un salarié occupé au cours de la semaine mais de façon régulière à divers travaux pour lesquels des taux horaires différents sont spécifiés dans le décret, est considéré comme appartenant à la catégorie des salariés les mieux rémunérés et doit être payé au tarif de cette catégorie.

VIII. Cependant lorsque, par exception, un salarié, au cours d'une semaine est appelé à faire un travail autre que son emploi régulier et classifié dans une catégorie différente à un taux supérieur à la sienne, il doit être payé à ce taux supérieur pour le temps seulement qu'il a fait dans cette occupation occasionnelle.

b) Les fêtes suivantes seront chômées et payées au taux du temps régulier: Noël, le jour de l'An, l'Épiphanie la Saint-Jean-Baptiste et la Fête du Travail.

IX. Dispositions relatives aux jours chômés et aux vacances:

a) Jours chômés: Les jours chômés pour les fins d'application du décret sont les suivants: Les dimanches, le premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi Saint jusqu'à midi, l'Ascension, la St-Jean-Baptiste, la Confédération, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception

Stationary Enginemen:

2nd class	0.84
3rd class	0.73
4th class	0.69
Fireman	0.56
Other help	0.38

*IV. Provisions respecting the hours of work:**a) The regular week of work shall consist:*

1. for the employees of the paper box industry, of 50 hours distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. for the first five days of the week, and between 7.00 a.m. and twelve (noon) on Saturday.

2. for stationary enginemen and firemen, of 60 hours distributed upon the entire week.

b) Night shift: Working hours of the night shifts shall be distributed between the hours of the finishing and starting time of the day shift, on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.

V. Overtime work: Shall be considered as overtime work, for the purposes of the decree, any work performed in excess of the hours stipulated in paragraph 1 of subsection "a" of section IV, and that done in excess of the regular week, as indicated in section IV and it shall be paid at the rate of time and one half based upon the regular rate of pay.

VI. Night work: The night shift shall be paid on the basis of twenty (20) per cent in excess of the regular rate of pay, and any remuneration for overtime work shall include this twenty (26%) per cent.

VII. a) Wages actually higher than those mentioned in section III, which are paid to employees, shall not be reduced during the subsistence of the decree providing such employees keep the same obligations and duties.

b) The wages shall be paid weekly to the employee with money which is current in this Province. It shall be remitted in a sealed envelope on which shall be written: his name, his registration number, the date of the week or period of labour, the number of hours paid for, the hourly rate of pay, the amount contained in the envelope; the latter shall be initialed by the pay clerk.

c) An employee who performs, during the week, various operations for which different hourly rates are specified in the decree, shall be considered as belonging to that category of employees receiving the highest rate of pay, and paid accordingly.

VIII. a) However, should an employee be called, occasionally, during any one week, to perform an operation other than his regular work and classified in a different category for which a higher rate than his is established, he shall receive such higher rate only for the time worked in the said occasional occupation.

b) The following days shall be kept as holidays and paid the regular rate of wages: Christmas Day, New Year's Day, Epiphany Day, St. Jean Baptiste Day and Labour Day.

IX. Provisions respecting observed holidays and vacations: *a) Observed holidays:* observed holidays, for the purposes of enforcement of the decree, shall be the following: Sunday, New Year's Day, Epiphany, Good Friday until noon, Ascension Day, St. John the Baptist Day, Dominion Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas

et le jour de Noël. Toutefois, les employeurs ont la faculté de ne chômer que l'une ou l'autre des deux fêtes de la St-Jean-Baptiste ou de la Confédération.

Aux salariés qui travaillent les jours de fêtes religieuses on doit faciliter l'accomplissement de leurs devoirs religieux.

b) Vacances payées:

i. Tout salarié régi par le décret a droit, après un an de service continu pour son employeur, à un congé annuel continu payé d'une durée d'une semaine, dont la date sera laissée à la discrétion de l'employeur.

ii. S'il n'a pas un an de service continu pour son employeur au moment du congé annuel il aura droit à un congé continu payé d'une durée minimum d'autant de demi-jours qu'il a de mois de calendrier de service continu pour cet employeur.

iii. La durée du service continu doit s'entendre de la période pendant laquelle le salarié est lié à son employeur par un contrat de travail, même si l'exécution de celui-ci a été interrompue sans qu'il y ait résiliation de contrat.

iv. Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée du service continu, les jours de maladie, si le contrat n'a pas été résilié, les jours de fermeture, les périodes de congé annuel, de délai-congé, les absences autorisées si le travailleur n'a pas occupé pendant ces journées un autre emploi rémunéré.

c) Rémunération: Le salarié a droit pour son congé à une rémunération équivalente:

i. S'il est engagé et payé à la semaine ou pour une plus longue période, au salaire auquel il aurait droit s'il travaillait pendant les jours de travail de sa période de congé;

ii. S'il est payé suivant un autre mode, à deux pour cent (2%) du salaire gagné durant la période de service lui, donnant droit à un tel congé;

d) Echange de la rémunération: Avant le départ du salarié visé par le paragraphe "b" l'employeur doit lui payer sa rémunération pour ce congé.

e) Période de prise de congé: Chaque congé doit être donné dans les douze mois de la date à laquelle le droit à tel congé est acquis.

f) Fixation de la période de congé: Le salarié a droit de connaître au moins quinze (15) jours à l'avance la date de la période de congé.

g) Congé obligatoire: Il est interdit à un employeur de remplacer par une indemnité compensatrice le congé annuel payé prescrit par le décret.

X. Dispositions relatives aux apprentis:

a) Le nombre des apprentis (sexes masculin) ne doit pas dépasser 20% du total des préposés aux machines suivantes: Marqueur-Mitrailleuse, Guillotine, monteuse simple et double, bobineuse, presse-cylindre à découper, presse Colt, machine automatique à coller, emporte-pièce, colleuse Brightwood, machine à renforts et machine à quatre coins

b) Le nombre total des apprenties (sexes féminin) ne doit pas dépasser 20% du total des préposées aux machines suivantes: Machine Stokes et Smith, Machine à poser les dessus machine à couvrir, machine à renforts, machines à piquer, gommeuse filée à la main, machine Redington, ainsi que les préposées au paquetage.

XI. Salaires des métiers de l'imprimerie:

Les conditions de salaires, de travail, d'apprentissage, des salariés des métiers de l'imprimerie travaillant dans les établissements régis par le décret, sont les mêmes que celles déterminées

Day. However, the employer may observe either St. John the Baptist Day or Dominion Day.

In the case of employees working on religious holidays, steps should be taken to facilitate the carrying out of their religious duties.

b) Vacation with pay. i. Every employee governed by the decree is entitled, after one year of continuous service for his employer, to an annual continuous vacation with pay of at least one week, the date of which to be set by the employer.

ii. When he has less than one year of continuous service for his employer, he is entitled to an annual continuous vacation with pay of at least as many half-days as there are calendar months of continuous service for his employer.

iii. The duration of continuous service shall extend from the period during which the employee is bound by a labour contract with his employer, even if the carrying out of the said contract has been interrupted without annulment thereof.

iv. The duration of continuous service should not be considered as being interrupted especially in cases of illness, when the contract has not been annulled, of days of closing, of annual vacation periods, of terms of notice, of authorized absences, if, during these days, the employee has not done remunerated work.

c) Remuneration. The employee is entitled, for his vacation, to a remuneration equivalent:

i. if employed and paid by the week or a longer period, to the wages which he would have received if he had been working during his vacation period;

ii. if paid on another basis, to two per cent (2%) of the wages earned during the period of service which entitles him to such vacation.

d) Payment of vacation remuneration. The employees referred to in subsection "b" shall be given their vacation pay by their employer before they leave for said vacation.

e) Period of vacation. Every vacation shall be given within the twelve months following the date on which the right to such vacation has been acquired.

f) Setting of vacation period. Every employee shall know of the period of his vacation at least fifteen (15) days in advance.

g) Compulsory vacation. No employer may replace by a compensating bonus the annual vacation with pay prescribed by the decree.

X. Provisions respecting apprentices:

a) The number of male apprentices shall not exceed 20% of the total number of the operators on the following machines: scorers, cutters on knife, end piece-single and double, slitter, cylinder box press, Colt press, automatic glueing machine, punch Brightwood machine, staying machine, four-corner machine.

b) The number of female apprentices shall not exceed 20% of the total number of female operators on the following machines: Stokes and Smith machine, top piece machine, covering machine, staying machine, stitching machine hand-fed table gummer, Redington machine as well as packers.

XI. Employees of the printing trades:

The wages, labour and apprenticeship conditions of the employees of the printing trades working in establishments governed by the decree are those mentioned in the decree number 2114, of De-

dans le décret numéro 2114, du 23 décembre 1947 et amendements, relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Québec, ou dans tout autres décret qui pourrait le remplacer, à l'exception toutefois de la durée des heures de travail régulier qui doit être de quarante-huit (48) heures par semaine.

Il est cependant convenu entre les parties que dès la publication de la présente convention comme arrêté ministériel, les employeurs s'engagent à payer les nouveaux taux de salaire mentionnés avec effet rétroactif à compter du 1er juin 1948.

XII. Le Comité Paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret numéro 1884, du 12 novembre 1947 dans la zone 11, demeure en fonctions et surveillera la mise à exécution du décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité, en vertu du dit décret antérieur.

XIII. Le décret dans les limites de sa juridiction territoriale, abrogera et remplacera le décret numéro 1884, du 12 novembre 1947.

XIV. *Durée du décret:*

Le décret sera valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au premier avril 1949. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant l'expiration du terme original ou avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit être également adressé au Ministre du Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 juin 1948. 22455-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 1730 du 23 octobre 1947, et amendement, relatif à l'Industrie de la Construction dans la région de Québec:

- 1° Radier le paragraphe "d" de l'article II.
- 2° Ajouter le paragraphe "f" suivant à l'article XII:

"f) Toutefois, les préposés à l'entretien des établissements industriels ne sont pas assujettis au présent décret, pourvu qu'ils soient régis par une convention collective particulière ou par un autre décret déterminant leurs taux minima de salaires et autres conditions de travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 juin 1948. 22428-0

October 23, 1947, and amendments, relating to the printing trades in the district of Quebec, or in any other decree that could replace it with the exception, however of the duration of working hours which shall consist of forty-eight (48) hours per week.

It is agreed, however, between the parties that, at the time of publication of the present agreement in the form of a decree, the employers shall pay the new wage rates herein mentioned with retroactive effect to June 1, 1948.

XII. The actual Parity Committee organized to carry out the previous decree No. 1884 of November 12, 1947, shall remain in office and supervise the carrying out of the present decree until a new committee is formed which shall succeed to and be vested "de plano" with all the assets and rights of the former Committee; it shall assume all the liabilities of the former committee under the said previous decree.

XIII. The decree, within the limits of its territorial jurisdiction, shall repeal and replace decree number 1884, of November 12, 1947.

XIV. *Duration of the decree:* The decree will come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remain in force until April first 1949. It then renews itself automatically from year to year, thereafter, unless one of the contracting parties notify the other, in writing, to the contrary not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30), prior to the expiry of the original term or prior to the expiry of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 12, 1948. 22455-0

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 1730 of October 23, 1947, and amendment, relating to the construction industry in the district of Quebec.

1. Subsection "d" of section II will be deleted.
2. The following subsection, "f" will be added to section XII:

"f) However, the employees committed to the maintenance of industrial establishments are not governed by the present decree so long as they are governed by a private collective agreement or by another decree determining their minimum wage rates and other working conditions."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 12, 1948. 22428-0

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 1519 du 18 septembre 1947, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Shefford, Brôme, Missisquoi, Richmond, Wolfe, Drummond et Arthabaska:

1° Ajouter aux parties contractantes actuelles les deux associations dont les noms suivent:

"L'Organisation des Plombiers, Poseurs d'Appareils de Chauffage et Ferblantiers indépendants de Sherbrooke";

"L'Association nationale des Maîtres Plombiers et Entrepreneurs en Chauffage du Canada, section de Sherbrooke et des Cantons de l'Est";

2° Ajouter les item suivants à l'échelle des salaires apparaissant à l'article IV, paragraphe "a":

	Zones			
	I	II	III	IV
"Plomberie et chauffage:				
Entrepreneur (services personnels).....	1.65	1.60	1.55	1.50
Compagnon.....	1.10	1.05	1.00	0.95
Soudeur en tuyauterie.....	1.10	1.05	1.00	0.95
Compagnon junior 1ère année.....	0.85	0.80	0.75	0.70
Ferblantiers, travailleur de métal en feuille et couvreur.....	1.10	1.05	1.00	0.95
Apprenti, 1ère année..	0.55	0.52	0.50	0.47
" 2ème année..	0.60	0.57	0.55	0.52
" 3ème année..	0.65	0.62	0.60	0.57
" 4ème année..	0.70	0.67	0.65	0.62"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 juin 1948. 22429-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 810 du 10 mars 1945, et amendements, relatif aux employés de commerce et de bureau de la cité d'Arvida, des villes de Jonquière, Kénogami, St-Joseph d'Alma:

1° Remplacer le paragraphe "m" de l'article I par le suivant:

"m) Le mot "dactylographe" désigne tout salarié dont la fonction principale est de travailler avec une dactylotype."

2° Ajouter à l'article I les paragraphes "o" et "p" suivants:

"o) Les mots "sténographe" ou "sténo-dactylo" désignent tout salarié dont la fonction principale est d'écrire en sténographie et avec une dactylotype."

"p) Le mot "boucher" désigne tout salarié qui a la charge d'un établissement ou d'un dé-

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 1519 of September 18, 1947, relating to the construction industry in the counties of Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Shefford, Brôme, Missisquoi, Richmond, Wolfe, Drummond and Arthabaska:

1. The following associations will be added to the actual contracting parties:

"L'Organisation des Plombiers, Poseurs d'Appareils de Chauffage et Ferblantiers indépendants de Sherbrooke";

"L'Association nationale des Maîtres Plombiers et Entrepreneurs en Chauffage du Canada, section de Sherbrooke et des Cantons de l'Est";

2. The following items will be added to the wage scale contained in subsection "a" of section IV:

	Zones			
	I	II	III	IV
"Plumbing and steamfitting:				
Contractor (personal services).....	1.65	1.60	1.55	1.50
Journeyman.....	1.10	1.05	1.00	0.95
Pipe welder.....	1.10	1.05	1.00	0.95
Junior journeyman 1st year.....	0.85	0.80	0.75	0.70
Tinsmith, sheet metal worker and roofer....	1.10	1.05	1.00	0.95
Apprentice, 1st year..	0.55	0.52	0.50	0.47
" 2nd year..	0.60	0.57	0.55	0.52
" 3rd year..	0.65	0.62	0.60	0.57
" 4th year..	0.70	0.67	0.65	0.62"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, June 12, 1948. 22429-0

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 810 of March 10, 1945, and amendments, relating to the commerce and office employees of the city of Arvida, the towns of Jonquière, Kénogami, St. Joseph d'Alma.

1. Subsection "m" of section I will be replaced by the following:

"m) The word "typist" means any employee whose main occupation is to work on a typewriter."

2. The following subsections "o" and "p" will be added to section I:

"o) The words "stenographer" means any employee whose main occupation is to write and to work on a typewriter."

"p) The word "butcher" means any employee in charge of an establishment or department

partement où l'on y reçoit, débite ou vend de la viande."

3° Remplacer l'alinéa 4 du paragraphe "c" de l'article IV par le suivant:

"4. L'employeur peut faire travailler ses salariés jusqu'à 9.00 p.m. du 22 décembre au 24 décembre inclusivement de chaque année, sans rémunération supplémentaire."

4° Remplacer l'article VII par le suivant:

"VII. *Vacances payées*: Tout salarié régi par le présent décret a droit à des vacances payées selon les conditions suivantes:

a) S'il a moins d'un an de services, il recevra autant de demi-jours qu'il a de mois de calendrier de services dans un établissement régi par le présent décret.

b) S'il a un an ou plus de services dans l'un ou l'autre des établissements régis par le présent décret, il recevra une semaine de vacances payées.

c) S'il a cinq années ou plus de services dans le même établissement, il aura droit à une semaine supplémentaire de vacances payées.

d) S'il ne réclame ses vacances qu'après un an de services et s'il a travaillé dans plusieurs établissements régis par le décret, chaque employeur lui paiera alors 2% du salaire gagné dans son établissement et son employeur actuel lui donnera autant de demi-jours de congé payé qu'il a de mois de calendrier de service dans son établissement.

e) Ces vacances doivent être accordées après entente entre le salarié et l'employeur.

f) Toutefois, tout salarié qui n'a pas pris ses vacances a droit à l'accumulation de celles-ci et, s'il quitte son emploi ou s'il est justement renvoyé, le montant dû pour les jours de vacances ainsi accumulés et auxquels il a droit doit lui être payé lors du départ.

g) Toute absence non motivée d'un salarié peut être retranchée de la durée des vacances pour autant de jours où telles absences se sont produites.

h) Lorsque l'employé ne peut prendre les vacances auxquelles il a droit, elles peuvent, sur recommandation du Comité paritaire, lui être payées par l'employeur sans qu'il soit tenu de les chômer."

5° Remplacer les paragraphes "a" et "b" de l'article XIII par les suivants:

a) *Etablissements commerciaux de détail*

Catégories	Salaire hebdomadaire	
	Hommes	Femmes
Surintendant.....	57.50	
Gérant.....	52.90	
Chef de département, Gérant adjoint.....	40.00	26.00
Comptables, teneur de livres, percepteur.....	30.00	20.00
Ass-Comptables, Ass-Teneur de livres et dactylographe.....		
Première année.....	12.00	12.00
Deuxième année.....	15.00	15.00
Troisième année.....	20.00	20.00
Sténo-Dactylo:		
Première année.....	13.00	12.00
Deuxième année.....	16.00	15.00
Troisième année.....	20.00	18.00
Quatrième année.....	25.00	18.00
Chef de personnel.....	40.00	25.00
Caissier ou caissière.....	20.00	18.00
Commis:		
Premier semestre.....	12.00	10.00
Deuxième semestre.....	13.00	12.00
Deuxième année.....	15.00	13.00
Troisième année.....	18.00	15.00

where meat is received, cut and sold."

3. Paragraph 4 of subsection "c" of section IV will be replaced by the following:

"4. The employer may keep his employees to work until 9.00 p.m. from December 22 to December 24 inclusive, of each year, without overtime remuneration."

4. Section VII will be replaced by the following:

"VII. *Vacation with pay*: Every employee governed by the present decree is entitled to a vacation with pay as per the following conditions:

a) If he has less than one year of service, he shall have as many half days off as he has calendar months of service in an establishment governed by the present decree.

b) If he has one year or more of service in any one of the establishments governed by the present decree, he shall have a vacation of one week with pay.

c) If he has five or more years of service in the same establishment, he is entitled to one more week of vacation with pay.

d) Should an employee claim his vacation only after one year of service and be employed by more than one establishment governed by the present decree, every employer shall then pay him 2% of the wages earned in his establishment and his actual employer shall give him as many half-days off as he has calendar months of service in his establishment.

e) This vacation shall be granted after agreement between the employer and the employee.

f) However, every employee who has not taken his vacation is entitled to the accumulation thereof and, in the event of his departure or his discharge, the amount owed for the days of vacation so accumulated and to which he is entitled shall be paid to him upon his leaving.

g) The entire duration of any unjustified absence may be deducted from the vacation period

h) When an employee cannot take the vacation to which he is entitled it may, upon the recommendation of the Parity Committee, be paid by the employer without the necessity for the employee to take it."

5. Subsections "a" and "b" of section XIII will be replaced by the following:

a) *Commercial establishments (Retail)*

Categories	Weekly wages	
	male	female
Superintendent.....	57.00	
Manager.....	52.90	
Departmental manager, Assistant-Manager.....	40.00	26.00
Accountants, bookkeepers, collectors.....	30.00	20.00
Assistant-accountant, assistant-book-keeper, typist:		
first year.....	12.00	12.00
second year.....	15.00	15.00
third year.....	20.00	20.00
Stenographer:		
first year.....	13.00	12.00
second year.....	16.00	15.00
third year.....	20.00	18.00
fourth year.....	25.00	18.00
Supervisor.....	40.00	25.00
Cashier.....	20.00	18.00
Clerk:		
first six months.....	12.00	10.00
second six months.....	13.00	12.00
second year.....	15.00	13.00
third year.....	18.00	15.00

Quatrième année.	23.00	16.00
Cinquième année.	25.00	17.00
Sixième année.	28.00	18.00
Septième année.	30.00	19.00
Huitième année.	35.00	19.00
Boucher	40.00	
Premier semestre.	12.00	
Deuxième semestre.	15.00	
Deuxième année.	18.00	
Troisième année.	20.00	
Quatrième année.	23.00	
Cinquième année.	26.00	
Sixième année.	28.00	
Septième année.	32.00	
Huitième année et plus.	35.00	
Livreur avec voiture ou camion:		
Première année.	15.00	
Deuxième année.	20.00	
Troisième année.	25.00	
Quatrième année.	30.00	
Aide-livreur.	12.00	
Livreur à bicyclette.	12.00	

La bicyclette et ses accessoires doivent être fournis par l'employeur qui doit également voir aux réparations.

Solliciteur à commissions:

Premier semestre.	15.00	15.00
Deuxième semestre.	20.00	20.00
Deuxième année.	25.00	25.00
Troisième année.	30.00	30.00

Les solliciteurs à commission ne sont pas tenus responsables des ventes approuvées par l'employeur ou son gérant."

"b) Etablissements commerciaux autres que ceux du détail

Surintendant.	57.50	
Gérant.	52.90	
Gérant adjoint.	45.00	
Comptable, teneur de livres.	35.00	
Aide-Comptable, Aide teneur de livres.	25.00	25.00
Commis:		
Première année.	15.00	15.00
Deuxième année.	18.00	18.00
Troisième année.	22.00	22.00
Quatrième année et plus.	25.00	25.00

Livreur avec voiture ou camion:	30.00	
Aide-Livreur.	15.00	

Voyageur, vendeur à commission, percepteur.	35.00	22.00"
---	-------	--------

6° Modifier les paragraphes "c" et "d" de l'article XIII comme suit:

"c) Dispositions générales: Taux horaires, hommes:

Remplacer \$0.45 l'heure par \$0.50 l'heure.

Taux horaire, Femmes:

Remplacer \$0.30 l'heure par \$0.35 l'heure.

d) Employés surnuméraires:

Femmes: remplacer le taux de \$0.30 l'heure par \$0.35.

Hommes: remplacer le taux \$0.45 l'heure par \$0.50."

7° Remplacer les paragraphes "e" et "f" de l'article XIII par les suivants:

"e) Etablissements financiers, industriels, corporations municipales ou scolaires.

Gérant, comptable en chef, trésorier, commis en chef.	52.90	
---	-------	--

Assistant-gérant, Ass-Comp. en chef, Ass-trésorier.	45.00	
---	-------	--

Ass-commis en chef.	45.00	
-----------------------------	-------	--

Comptable ou caissier.	42.00	
--------------------------------	-------	--

Teneur de livres, percepteur, lecteur de compteurs.	38.00	
---	-------	--

Commis, dactylographe.	30.00	
--------------------------------	-------	--

fourth year.	23.00	16.00
fifth year.	25.00	17.00
sixth year.	28.00	18.00
seventh year.	30.00	19.00
eighth year and thereafter.	35.00	19.00

Butcher	40.00	
first six months.	12.00	
second six months.	15.00	
second year.	18.00	
third year.	20.00	
fourth year.	23.00	
fifth year.	26.00	
sixth year.	28.00	
seventh year.	32.00	
eighth year and thereafter.	35.00	

Delivery man with vehicle or truck:		
first year.	15.00	
second year.	20.00	
third year.	25.00	
fourth year.	30.00	

Delivery man's helper.	12.00	
--------------------------------	-------	--

Delivery man with bicycle.	12.00	
------------------------------------	-------	--

Bicycle and accessories shall be supplied by the employer who must provide for repairs.

Commission agents:

first six months.	15.00	15.00
second six months.	20.00	20.00
second year.	25.00	25.00
third year.	30.00	30.00

Commission salesmen shall not be held responsible for the sales approved by the employer or his manager.

b) Commercial establishments (other than retail):

Superintendent.	57.50	
Manager.	52.90	
Assistant-Manager.	45.00	
Accountant, bookkeeper.	35.00	
Assistant-accountant, Assistant book-keeper.	25.00	25.00

Clerks:

first year.	15.00	15.00
second year.	18.00	18.00
third year.	22.00	22.00
fourth year and thereafter.	25.00	25.00

Delivery man with vehicle or truck.	30.00	
---	-------	--

Delivery man's helper.	15.00	
--------------------------------	-------	--

Travelling salesman, commission agent and collector.	35.00	22.00"
--	-------	--------

6. Subsections "c" and "d" of section XIII will be amended as follows:

"c) General provisions: Hourly rates, male: The rate of \$0.45 per hour to be replaced by \$0.50.

Hourly rates, female

The rate of \$0.30 per hour to be replaced by \$0.35.

d) Supernumerary employees:

Female: the rate of \$0.30 per hour to be replaced by \$0.35.

Male: the rate of \$0.45 per hour to be replaced by \$0.50."

7. Subsections "e" and "f" of section XIII to be replaced by the following:

"e) Financial, industrial establishments, municipal or school corporations:

Manager, chief-accountant, treasurer, head-clerk.	52.90	
Assistant-manager, assistant-chief-accountant, assistant-treasurer, assistant-head-clerk.	45.00	
Accountant, cashier.	42.00	
Bookkeeper, collector, meter-reader.	38.00	
Clerk, typist.	30.00	

Sec-Trésorier, municipalité rurale.....	25.00	
Sténo-dactylo.....	25.00	20.00
Commis junior-dactylo:		
1ère année.....	15.00	15.00
2ème année.....	18.00	19.00
3ème année.....	22.00	21.00
4ème année.....	27.00	
5ème année.....	30.00	
"f) Etudes professionnelles		

Employés de bureaux:		
Première année.....	12.00	12.00
Deuxième année.....	15.00	15.00
Troisième année.....	20.00	20.00

8° Ajouter le paragraphe "h" suivant à l'article XIII:

"h) Tous les salariés régis par le décret qui n'ont pas reçu d'augmentation de salaire depuis le premier novembre 1947 bénéficieront d'une augmentation de 10% sur les salaires actuellement payés.

Si l'augmentation reçue depuis le premier novembre 1947 est inférieure à 10% du salaire d'alors, ils doivent bénéficier d'une augmentation égale à la différence entre l'augmentation déjà reçue et celle mentionnée à l'alinéa précédente."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 juin 1948. 22454-o

Secretary-treasurer of rural municipalities.....	25.00	20.00
Stenographer.....	25.00	20.00
Junior clerk, typist:		
first year.....	15.00	15.00
second year.....	18.00	19.00
third year.....	22.00	21.00
fourth year.....	27.00	
fifth year.....	30.00	
"f) Professional offices		

Office employees:		
first year.....	12.00	12.00
second year.....	15.00	15.00
third year and thereafter.....	20.00	20.00

8. The following subsection "h" will be added to section XIII:

"h) Every employee governed by the decree who had no wage increase since November 1, 1947, shall benefit by a 10% increase on the wages actually in force.

Should the increase receive since November 1, 1947, be less than 10% of the wages then paid, he shall benefit by an increase equal to the difference between the increase already received and that mentioned in the foregoing paragraph."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 12, 1948. 22454-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 24

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Robitaille vs Turmel 1719

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

685 — Concernant la désignation et la description des "Régions Sauvegardées" établies pour les fins de protection des forêts contre l'incendie... 1719

717 — Concernant la Loi pour améliorer les conditions de l'habitation.... 1721

867, section "B" — Métiers d'horloger et de bijoutier dans les comtés de Drummond, Arthabaska et al..... 1720

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 1707

AVIS DIVERS:

Club Colombien de Val d'Or (Règlement) 1725

Corroon & Reynolds (Canada) Incorporated (Directeurs)..... 1724

James D. Black, Limited (Directeurs) 1726

J. B. Martin Compagnie, Limitée — J. B. Martin Company, Limited (Directeurs)..... 1727

La Caisse Populaire de Lachine (Fondation)..... 1725

La Caisse Populaire de Shelter Bay (Fondation)..... 1725

La Caisse Populaire Desjardins de St-Jogues (Fondation) 1723

Index of the Quebec Official Gazette, No. 24

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:

Robitaille vs Turmel 1719

ORDERS IN COUNCIL:

685 — Concerning the designation and description of the "Safeguarded areas" established for the purpose of the protection of forests against fire..... 1719

717 — Concerning the Act to improve housing conditions 1721

867, part "B" — Clockmaking and jewelry trades in the counties of Drummond, Arthabaska et al..... 1720

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 1707

MISCELLANEOUS NOTICES:

Club Colombien de Val d'Or (By-law)..... 1725

Corroon & Reynolds (Canada) Incorporated (Directors)..... 1724

James D. Black, Limited (Directors) 1726

J. B. Martin Compagnie, Limitée — J. B. Martin Company, Limited (Directors)..... 1727

La Caisse Populaire de Lachine (Foundation)..... 1725

La Caisse Populaire de Shelter Bay (Foundation)..... 1725

La Caisse Populaire Desjardins de St-Jogues (Foundation) 1723

La Coopérative d'Habitation de Richmond (Fondation)	1723	La Coopérative d'Habitation de Richmond (Foundation)	1723
La Fédération des Étudiants en Médecine et des Internes (Directeurs)	1723	La Fédération des Étudiants en Médecine et des Internes (Directors)	1723
La Fédération des Étudiants en Médecine et des Internes (Règlements)	1724	La Fédération des Étudiants en Médecine et des Internes (By-laws)	1724
La Salle Paroissiale de St-Patrice de Tingwick (Fondation)	1724	La Salle Paroissiale de St-Patrice de Tingwick (Foundation)	1724
Le Centre du Bien-Etre Ouvrier (Fondation)	1722	Le Centre du Bien-Etre Ouvrier (Foundation)	1722
Liste des présidents d'élection	1727	List of returning-officers	1727
Mon Chez-Moi Coopérative de Construction (Fondation)	1724	Mon Chez-Moi Coopérative de Construction (Foundation)	1724
Montmorency, ville de (Changement de date des élections)	1722	Montmorency, town of (Change of date of elections)	1722
Rex Investments Inc. (Distribution de l'actif)	1725	Rex Investments Inc. (Distribution of the assets)	1725
St. Andrew's Youth Centre (Règlements)	1723	St. Andrew's Youth Centre (By-laws)	1723
Trump Peat Products, Ltd. (Directeurs)	1726	Trump Peat Products, Ltd. (Directors)	1726
Union des Employés de J.-P. Dupuis Ltée (Verdun) — Union of the Employees of J.-P. Dupuis Ltée (Verdun) (Formation)	1726	Union des Employés de J.-P. Dupuis Ltée (Verdun) — Union of the Employees of J.-P. Dupuis Ltée (Verdun) (Formation)	1726
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
Hatley Farm Limited	1728	Hatley Farm Limited	1728
Rex Investments Inc.	1728	Rex Investments Inc.	1728
COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:		COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:	
Marine Electric Limited	1728	Marine Electric Limited	1728
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AFFAIRES MUNICIPALES:		MUNICIPAL AFFAIRS:	
Raudot, municipalité de	1728	Raudot, municipality of	1728
St-Damien, paroisse de	1729	St-Damien, parish of	1729
AGRICULTURE:		AGRICULTURE:	
Société Coopérative Agricole Régionale de La Tuque	1729	Société Coopérative Agricole Régionale de La Tuque	1729
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
Eaton, munic. scolaire catholique de	1730	Eaton, catholic school munic. of	1730
St-André-d'Acton, munic. scolaire de	1729	St-André-d'Acton, school munic. of	1729
Ste-Flavie-de-Lepage, munic. scolaire de	1729	Ste-Flavie-de-Lepage, school munic. of	1729
TRAVAIL:		LABOUR:	
Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille (Approbation de règlements)	1753	Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry (Approval of by-laws)	1753
Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille (Prélèvement)	1748	Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry (Levy)	1748
Comité paritaire de la construction du comté de Terrebonne (Approbation de règlements)	1753	Building Industry Joint Committee of Terrebonne (Approval of by-laws)	1753
Comité paritaire de la construction du comté de Terrebonne (Prélèvement)	1746	Building Industry Joint Committee of Terrebonne County (Levy)	1746
Comité paritaire de l'industrie de la construction pour les comtés de Drummond, Arthabaska et la ville de Nicolet (Approbation de règlements)	1754	Building Trades Joint Committee for the Counties of Drummond, Arthabaska and the Town of Nicolet (Approval of by-laws)	1754
Comité paritaire de l'industrie de la construction pour les comtés de Drummond, Arthabaska et la ville de Nicolet (Prélèvement)	1751	Building Trades Joint Committee for the Counties of Drummond, Arthabaska and the Town of Nicolet (Levy)	1751
Comité paritaire du commerce de détail des Cantons de l'Est (Prélèvement)	1749	Eastern Townships Retailers' Joint Committee (Levy)	1749

Employés de commerce et de bureau de la cité d'Arvida, des villes de Jonquière, Kénogami et St-Joseph d'Alma (Modification)	1761	Commerce and office employees of the city of Arvida, the towns of Jonquière, Kénogami and St-Joseph d'Alma (Amendment)	1761
Industrie de la construction dans la région de Québec (Modification)	1760	Construction industry in the district of Québec (Amendment)	1760
Industrie de la construction dans les comtés de Sherbrooke, Compton <i>et al</i> (Modification)	1761	Construction industry in the counties of Sherbrooke, Compton <i>et al</i> (Amendment)	1761
Le Syndicat catholique des Employés de l'industrie de la boîte de carton de Québec, Inc. (Avis)	1755	Le Syndicat catholique des employés de l'industrie de la boîte de carton de Québec, Inc. (Notice)	1755
Métier d'horloger dans la région de Montréal (Modification)	1755	Clock making trade in the district of Montreal (Amendment)	1755
Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse de la cité de Hull et la ville de Buckingham (Modification)	1753	Barber and hairdresser trades of the city of Hull and the town of Buckingham (Amendment)	1753
Métiers de plombier et poseurs d'appareils de Chauffage dans les comtés de Hull, Gatineau <i>et al</i> (Modification)	1754	Plumbing and steamfitting trades in the counties of Hull, Gatineau <i>et al</i> (Amendment)	1754
TRÉSOR:		TREASURY:	
<i>Assurances</i>		<i>Insurance:</i>	
Capital Trust Corporation Limited	1730	Capital Trust Corporation Limited	1730
Chartered Trust and Executor Company	1730	Chartered Trust and Executor Company	1730
Crown Trust Company	1730	Crown Trust Company	1730
The Eureka-Security Fire and Marine Insurance Company	1731	The Eureka-Security Fire and Marine Insurance Company	1731
VOIRIE:		ROADS:	
Ste-Adèle, paroisse de	1731	Ste-Adèle, parish of	1731
EXAMENS DU BARREAU:		BAR EXAMINATIONS:	
Arthabaska: pratique du droit	1732	Arthabaska: practice of law	1732
Laurentides: étude du droit	1731	Laurentides: study of law	1731
Laurentides: pratique du droit	1732	Laurentides: practice of law	1732
Québec: étude du droit	1733	Québec: study of law	1733
Québec: pratique du droit	1734	Québec: practice of law	1734
St-François: étude du droit	1732	St Francis: study of law	1732
St-François: pratique du droit	1732	St Francis: practice of law	1732
Trois-Rivières: étude du droit	1733	Trois-Rivières: study of law	1733
Trois-Rivières: pratique du droit	1733	Trois-Rivières: practice of law	1733
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Albee Fruit Co. Inc.	1708	Albee Fruit Co. Inc.	1708
Alexandre Duranceau Limitée — Alexandre Duranceau Limited	1709	Alexandre Duranceau Limitée — Alexandre Duranceau Limited	1709
Chateau Dyers Ltd.	1709	Chateau Dyers Ltd.	1709
De Luxe Construction Inc.	1709	De Luxe Construction Inc.	1709
Eastern Cereal Food Product Co. Ltd. — La Cie de Céréale Eastern Ltée	1710	Eastern Cereal Food Product Co. Ltd. — La Cie de Céréale Eastern Ltée	1710
Fréchette & Blais Inc.	1710	Fréchette & Blais Inc.	1710
La Fédération des Étudiants en Médecine et des Internes	1715	La Fédération des Étudiants en Médecine et des Internes	1715
L'Assomption Washing Machine Limited	1710	L'Assomption Washing Machine Limited	1710
Les Immeubles Cimon, Inc.	1711	Les Immeubles Cimon, Inc.	1711
Les Laboratoires Pagnol Inc.— Pagnol Laboratories Inc.	1711	Les Laboratoires Pagnol Inc.— Pagnol Laboratories Inc.	1711
Lindy's Inc.	1712	Lindy's Inc.	1712
Matelas Montréal (Incorporée) — Montreal Mattress (Incorporated)	1712	Matelas Montréal (Incorporée) — Montreal Mattress (Incorporated)	1712
Merry Maid Fashions Inc.	1712	Merry Maid Fashions Inc.	1712
Provincial Truck & Bus Equipment Company Limited	1713	Provincial Truck & Bus Equipment Company Limited	1713
Rosemount Realities Limited	1713	Rosemount Realities Limited	1713
Sheffield Underwear Mills Ltd.	1713	Sheffield Underwear Mills Ltd.	1713
Sunrise Construction Limited	1714	Sunrise Construction Limited	1714
Vêtements Saguenay Ltée	1714	Vêtements Saguenay Ltée	1714
Volos Import-Export Incorporée	1715	Volos Import-Export Incorporée	1715
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:	
A. Feldman Company	1716	A. Feldman Company	1716
American-European Fur Co.	1716	American-European Fur Co.	1716

Atlantic Steel Company Limited.	1716	Atlantic Steel Company Limited.	1716
Cycles "Gachon" Incorporée — "Gachon" Cycles Incorporated.	1716	Cycles "Gachon" Incorporée — "Gachon" Cycles Incorporated.	1716
Ditto (Quebec) Ltd.	1719	Ditto (Quebec) Ltd.	1719
Intercity Airlines Company	1717	Intercity Airlines Company	1717
Montreal-New York Express Ltd.	1717	Montreal-New York Express Ltd.	1717
Murray's Restaurants Limited.	1717	Murray's Restaurants Limited.	1717
Patronage Roc-Amadour.	1717	Patronage Roc-Amadour.	1717
R. Guy (Eastern) Ltd.	1717	R. Guy (Eastern) Ltd.	1717
The Glove Knitters Inc.	1718	The Glove Knitters Inc.	1718
Tricot Lainart Incorporée — Lainart Hosiery Incorporated.	1718	Tricot Lainart Incorporée — Lainart Hosiery Incorporated.	1718
Villeray Metallic Industries Limited.	1719	Villeray Metallic Industries Limited.	1719

NOMINATIONS:

Diverses.	1734
----------------	------

ORDRE DE COUR:

Abbott vs Doyon.	1735
-----------------------	------

PROCLAMATIONS:

Concernant la mise en vigueur du cadastre du canton Rameau.	1739
Concernant la mise en vigueur d'une partie du canton Bourbon.	1740
Concernant l'érection de la municipalité de St-Jules.	1737
Convocation <i>Pro Forma</i>	1736
Dissolution de la Législature.	1736
Émission de brefs d'élection.	1737

SIÈGES SOCIAUX:

A. Barrette & Cie Ltée — A. Barrette & Co. Ltd.	1741
J.-Arthur Cadorette Inc.	1741
Les Industries Laurentiennes Limitée — Laurentian Industries Limited.	1741
Mont-Laurier Automobile Cie Ltée — Mont-Laurier Automobile Co. Ltd.	1742

APPOINTMENTS:

Miscellaneous.	1734
---------------------	------

RULE OF COURT:

Abbott vs Doyon.	1735
-----------------------	------

PROCLAMATIONS:

Concerning the coming into force of the cadastre of the township Rameau.	1739
Concerning the coming into force of a part of the township Bourbon.	1740
Concerning the rection of the municipality of St-Jules.	1737
Convocation <i>Pro Forma</i>	1736
Dissolution of the Legislature.	1736
Issuing of election writs.	1737

HEAD OFFICES:

A. Barrette & Cie Ltée — A. Barrette & Co. Ltd.	1741
J.-Arthur Cadorette Inc.	1741
Les Industries Laurentiennes Limitée — Laurentian Industries Limited.	1741
Mont-Laurier Automobile Cie Ltée — Mont-Laurier Automobile Co. Ltd.	1742

SOUSSIONS:

Coaticook, ville de.	1743
Pont-Viau, ville de.	1742

TENDERS:

Coaticook, town of.	1743
Pont-Viau, town of.	1742

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Rosenberg, Dame Rose <i>et vir</i>	1744
---	------

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Rosenberg, Dame Rose <i>et vir</i>	1744
---	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

ARTHABASKA:

Martel vs Beaudet.	1745
-------------------------	------

Martel vs Beaudet.	1745
-------------------------	------

RIMOUSKI:

RIMOUSKI:

Bédard vs Daris.	1745
-----------------------	------

Bédard vs Daris.	1745
-----------------------	------

SAINT-HYACINTHE:

SAINT HYACINTHE:

Commissaires d'écoles de St-Mathias vs Brault.	1746
---	------

School Commissioners of St-Mathias vs Brault.	1746
--	------

TERREBONNE:

TERREBONNE:

Simard <i>et al</i> vs Grimes.	1746
-------------------------------------	------

Simard <i>et al</i> vs Grimes.	1746
-------------------------------------	------

22460-o

22460-o

